ÉVALUATION & CAPITALISATION

Améliorer la santé et le statut des femmes en Afrique de l'Ouest : *Quand l'union fait la force.*

EQUIPOP.ORG

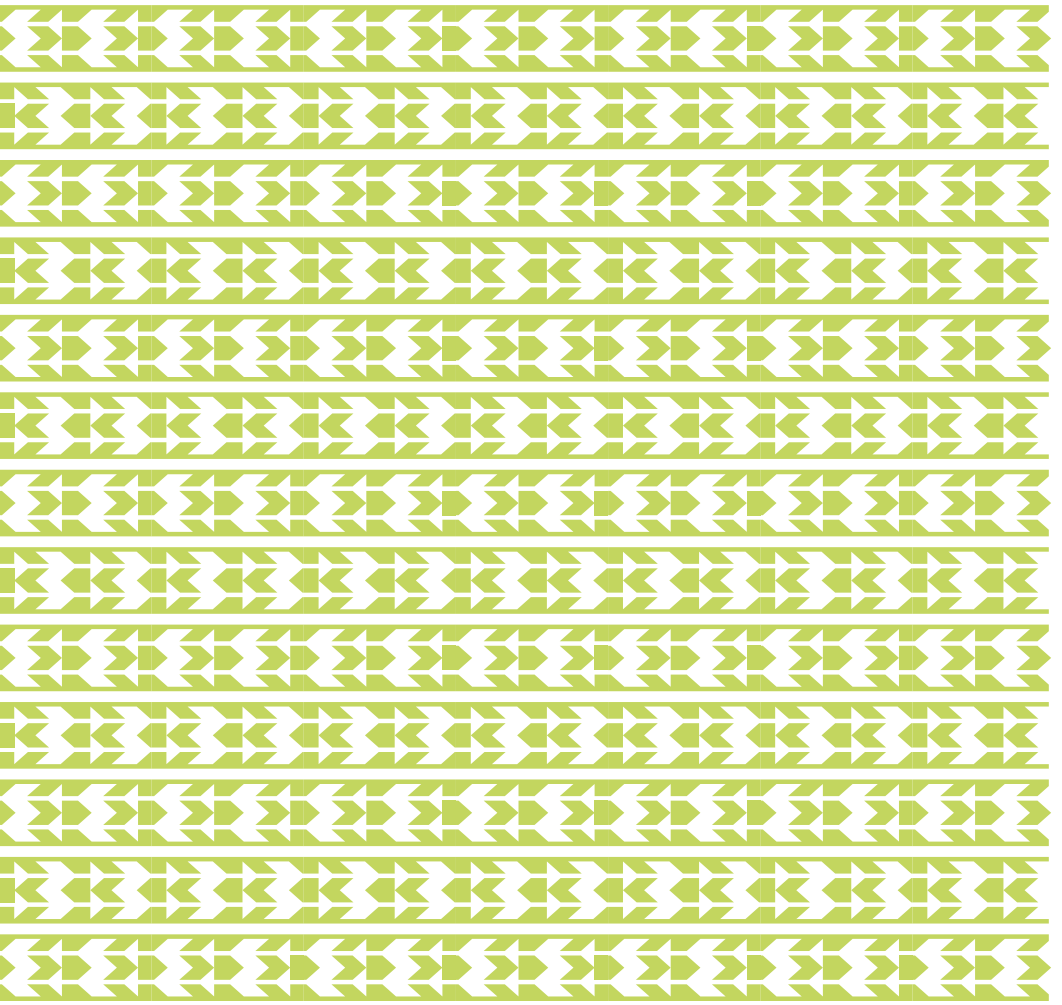
ALLIANCE DROITS & SANTÉ
Réseau d'ONG pour les femmes d'Afrique

Équilibres & Populations
www.equipop.org
info@equipop.org

Siège
22 rue du Sergent Bauchat
75012 Paris - France
Tél : +33 (0)1 74 01 71 24
Fax : +33 (0)1 74 01 71 25

Bureau Afrique de l'Ouest
Avenue des Tansoba,
Pharmacie du Musée
09 BP 1660 Ouagadougou 09
Burkina Faso
Tél / Fax : + 226 25 36 73 73

Améliorer la santé et le statut des femmes en Afrique de l'Ouest : *Quand l'union fait la force.*



Capitalisation des 18 premiers mois d'activités d'Alliance Droits et Santé

avec la collaboration d'Oliver Maurel

Janvier 2015

Remerciements

L'étude de capitalisation sur laquelle se base cette publication a été réalisée par Olivier Maurel, consultant, avec l'appui de Caroline Traoré d'Equilibres & Populations. Nous le remercions ici vivement pour sa capacité à « accoucher » la parole des acteurs et actrices d'Alliance Droits et Santé.
L'étude a été coordonnée par Equilibres & Populations sous la direction d'Aurélie Gal-Régniez.
Le projet a été conduit par une équipe pluridisciplinaire : Rodrigue Ngouana, chef de projet, Caroline Traoré, chargée de l'accompagnement organisationnel, et Nathalie Perrotin, chargée de la communication. Merci de leur implication pour accompagner la dynamique collective d'Alliance Droits et Santé. Merci également à l'ONG RAES d'avoir apporté son expertise concernant le travail avec les radios.
Les succès obtenus sont aussi et surtout le fruit de l'engagement des hommes et des femmes travaillant au quotidien au sein des onze organisations membres d'Alliance Droits et Santé : ASMADE, CeRADIS, CONGAFEN, Equilibres & Populations, Lafia Matassa, Le BACAR, Marche Mondiale des Femmes / Action Nationale du Burkina Faso, RAES, Scoutisme Béninois, Scouts du Niger, SOS/Jeunesse & Défis. Nous saluons ici leur détermination et leur professionnalisme.

Sommaire

7 **Préambule**

8 **Alliance Droits et Santé : un nouveau réseau d'OSC pour les femmes d'Afrique est né**

9 **Alliance Droits et Santé : retours sur 18 mois d'existence**

10 **1. Unir ses forces et collaborer : la construction d'un collectif**
12 • Bâtir une identité commune
18 • Faire connaître Alliance Droits et Santé
22 • Alliance 2.0 ? Le numérique au service des OSC membres

26 **2 - Développer les capacités d'action des OSC membres : diagnostic organisationnel et démarche qualité**
28 • La construction d'un outil novateur pour les associations
30 • Une démarche qualité participative et structurante

36 **3 – Mobilisation sociale et politique au cœur de l'action d'Alliance Droits et Santé**
38 • Faciliter l'information et la participation des citoyens et des citoyennes grâce aux radios
48 • Informer, interpeller et co-construire pour accélérer le changement des politiques publiques

60 **Annexe : Fiche méthodologique de l'étude de capitalisation.**

Préambule

Plus personne ne conteste aujourd'hui que l'accès des femmes et des adolescentes aux services de santé et notamment aux services de planification familiale ainsi que l'amélioration de leur statut constituent des enjeux cruciaux pour le développement. C'est un impératif de croissance mais aussi une question de justice. La situation est particulièrement préoccupante en Afrique de l'Ouest francophone. Gouvernements, organisations internationales, parlementaires : nombreuses sont les voix qui appellent la société civile à l'action dans ce domaine. Nous, ONG, mouvements de femmes et de jeunes, agissant au plus près des citoyens et des citoyennes et en dialogue régulier avec les décideurs, sommes conscients, tout autant de nos responsabilités que de notre puissance de transformation des sociétés dont nous sommes issus. Encore faut-il que nous renforcions nos associations et que nous nous organisions collectivement. C'est précisément ce que nous permet aujourd'hui Alliance Droits et Santé. Dix huit mois à unir nos efforts nous ont démontré qu'au delà de la simple logique projet, le travail en réseau permettait d'augmenter la qualité et l'impact de nos actions. Et c'est ensemble que désormais nous souhaitons contribuer à améliorer durablement le destin des adolescentes et des femmes africaines. Gageons que cette capitalisation saura convaincre les partenaires au développement de notre sincérité et de notre potentiel et qu'ils seront nombreux à soutenir notre dynamique.

LES MEMBRES D'ALLIANCE DROITS ET SANTÉ

- **ASMADE**
- **CeRADIS**
- **CONGAFEN**
- **Equilibres & Populations**
- **Lafia Matassa**
- **Le BACAR**
- **Marche Mondiale des Femmes / Action Nationale du Burkina Faso**
- **RAES**
- **Scoutisme Béninois**
- **Scouts du Niger**
- **SOS/Jeunesse & Défis**

Alliance Droits et Santé : un nouveau réseau d'OSC pour les femmes d'Afrique est né

Alliance Droits et Santé est un réseau initié par l'ONG Équilibres & Populations en 2013. Il fait suite à une expérience de plusieurs années avec trois partenaires historiques au Bénin, au Burkina Faso et au Niger. Le réseau Alliance Droits et Santé est composé de onze OSC membres, avec des hommes et des femmes engagé-e-s en faveur de la cause des jeunes filles en Afrique de l'Ouest.

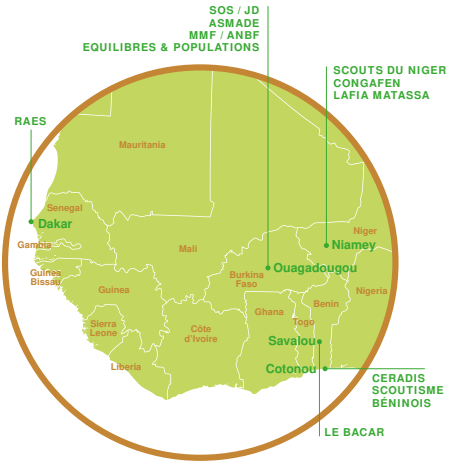
3 au Bénin :
- *CeRADIS*
- *Le BACAR*
- *Scoutisme Béninois*

3 au Burkina Faso :
- *ASMADE*
- *Marche Mondiale des Femmes / Action Nationale du Burkina Faso*
- *SOS / Jeunesse et Défis*

3 au Niger :
- *CONGAFEN*
- *Lafia Matassa*
- *Scouts du Niger*

1 au Sénégal :
- *RAES*

1 en France :
- *Équilibres & Populations*



DES CONVICTIONS POUR AGIR

L'égalité entre les femmes et les hommes, le respect de leurs droits et l'amélioration de leurs conditions de vie, en particulier en matière de santé de la procréation, sont un facteur essentiel de développement aussi bien au niveau micro (individus et ménages) que macro (société). Il s'agit d'un véritable enjeu pour le développement de l'Afrique de l'Ouest.

Dans ce contexte, les organisations de la société civile (OSC) jouent un rôle crucial comme actrices du changement social. Elles identifient les besoins des populations, les relaient auprès des décideurs, assurent le suivi des engagements politiques et contribuent à la mise en œuvre des programmes.

UNE EXPERTISE POUR INNOVER

Le réseau Alliance Droits et Santé regroupe :
- ▶ Des associations spécialistes en matière de droits et santé des femmes, et notamment des jeunes filles en situation de vulnérabilité ; et
- ▶ Des mouvements de jeunes et de femmes.

L'expertise de ses acteurs de terrain porte sur les droits et santé sexuels et reproductifs, la planification familiale et le genre. Le savoir-faire du réseau se déploie ainsi sur trois pôles d'action :
- ▶ La mobilisation sociale (ou communautaire) ;
- ▶ La mobilisation politique (ou plaidoyer) ; et
- ▶ Le renforcement des capacités.

Les associations membres de l'Alliance conjuguent une maîtrise fine des rouages institutionnels et une bonne connaissance des besoins des populations, notamment grâce au travail étroit opéré sur le terrain avec les communautés.

Alliance Droits et Santé : retours sur 18 mois d'existence

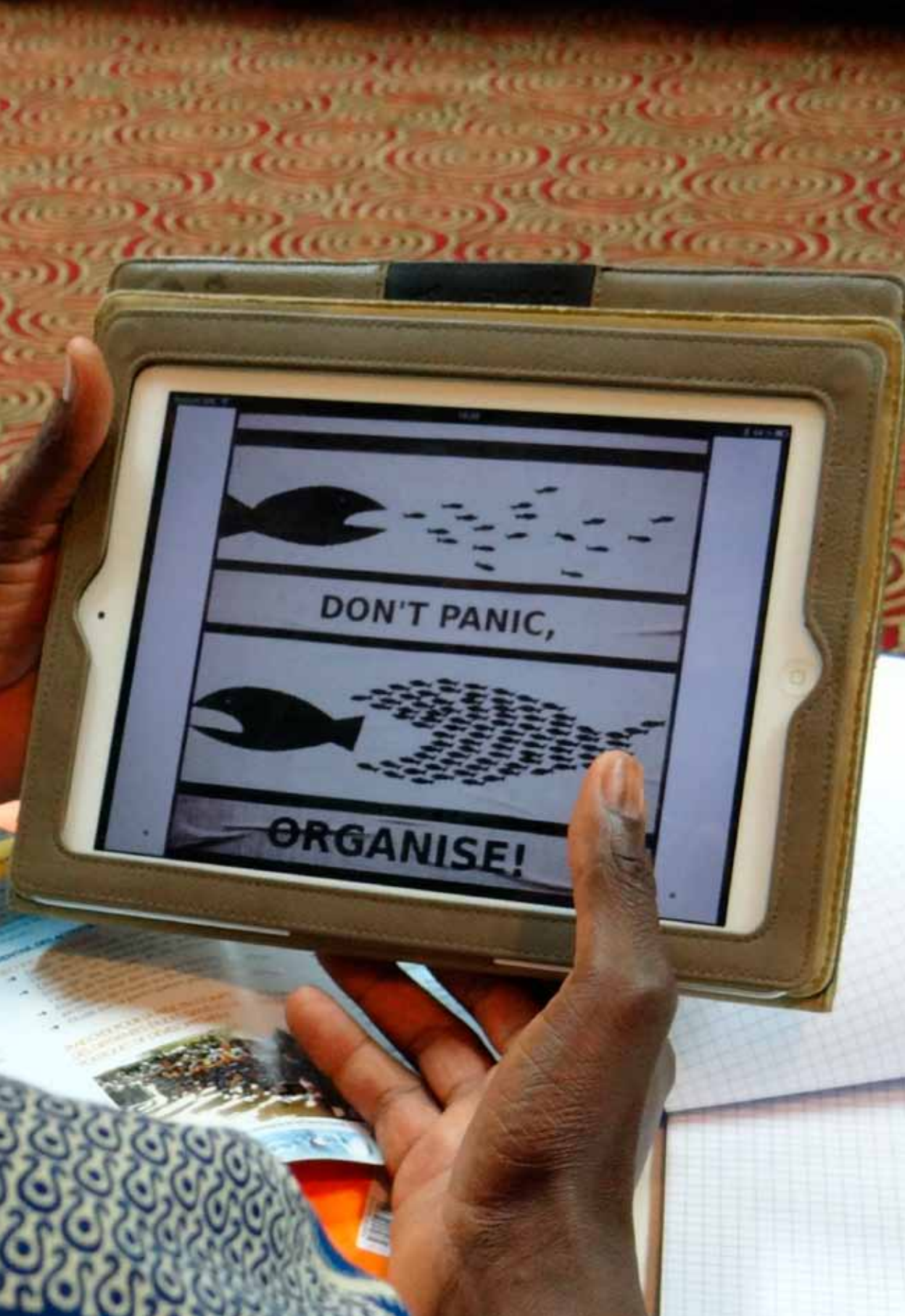
Présentation synthétique des résultats obtenus

Des ambitions	Des résultats	
Unir les forces d'un pool d'ONG aux compétences complémentaires au sein d'un réseau innovant	• Alliance Droits et Santé est créée. Elle regroupe 11 ONG aux compétences complémentaires qui décident d'unir leurs forces en faveur des femmes et des adolescentes d'Afrique de l'Ouest francophone	✓
	• Un site internet et des outils de communication adaptés ont été réalisés pour travailler ensemble	✓
Développer les capacités des ONG membres afin qu'elles puissent mener des actions de qualité	• Une méthodologie de diagnostic organisationnel pour les OSC a été testée, adaptée et mise en œuvre	✓
	• 9 diagnostics organisationnels et 27 projets d'amélioration ont été produits et mis en œuvre apportant des améliorations concrètes au sein de chacune des ONG membres	✓
Mobiliser les citoyens et les décideurs en faveur des droits et de la santé des femmes et des filles	• Les compétences de 9 OSC ont été renforcées afin de maximiser l'utilisation et l'impact des radios communautaires	✓
	• 2 séries de programmes de radio communautaires ont été adaptées aux contextes nationaux et retransmis dans chaque pays	✓
	• Des campagnes de sensibilisation sur la question des adolescentes en situation de vulnérabilité intégrant un focus santé sexuelle et de la procréation / PF ont été conduites dans chacun des 3 pays	✓
	• 11 OSC contribuent activement au suivi des plans d'action gouvernementaux sur la planification familiale (consécutifs à l'Initiative de Ouagadougou et au Sommet de Londres)	✓

01

Unir ses forces et collaborer : la construction d'un collectif

Travailler ensemble au sein d'une alliance véritablement stratégique et opérationnelle nécessite que les OSC concernées soient capables de bâtir une identité collective, de nouer des relations de confiance, de construire des savoirs communs, de se doter d'outils et de routines d'échange et de partage. Le travail collaboratif prend donc du temps à se mettre en place. Ces 18 premiers mois ont ainsi constitué une phase clé durant laquelle des moyens et des efforts particuliers ont été menés pour construire les bases solides d'un partenariat entre onze OSC. C'est grâce à ce travail qu'aujourd'hui les membres d'Alliance Droits et Santé peuvent envisager leur collaboration sur le long terme afin de participer activement à l'avènement d'un environnement plus favorable pour les femmes et les filles d'Afrique de l'Ouest.


DON'T PANIC,
ORGANISE!

Bâtir une identité commune

En 2012, Equilibres & Populations décidait de proposer à trois ONG (Ceradis au Bénin, l'Asmade au Burkina-Faso et Lafia Matassa au Niger) de renforcer le partenariat qu'elles avaient noué depuis plus de 10 ans et de créer ensemble une Alliance en faveur des femmes et des filles d'Afrique de l'Ouest. Ce partenariat initial fut élargi à des mouvements de femmes (la CONGAFEN au Niger, Le BACAR au Bénin et la Marche Mondiale des Femmes au Burkina-Faso) et des mouvements de jeunes (les Scouts du Niger, le Scoutisme béninois et SOS/Jeunesse & Défis au Burkina-Faso). En juillet 2013 fut ainsi officiellement lancée Alliance Droits et Santé, rassemblant onze membres de 4 pays africains.

AGIR POUR OBTENIR DES RÉSULTATS CONCRETS

Au cours des 18 premiers mois d'existence de l'Alliance, plusieurs temps de rencontres, en particulier deux ateliers sous-régionaux ainsi que des échanges réguliers, ont permis de construire le socle d'un partenariat fructueux sur le long terme.

▸ **Une vision.** En juillet 2013, le premier atelier sous-régional d'Alliance Droits et Santé a permis de définir une vision commune à tous ses membres. Selon eux, l'égalité entre les femmes et les hommes, le respect de leurs droits et l'amélioration de leurs conditions de vie, en particulier en matière de santé de la procréation, sont des facteurs essentiels de développement aussi bien pour les individus que pour la société toute entière en Afrique de l'Ouest.

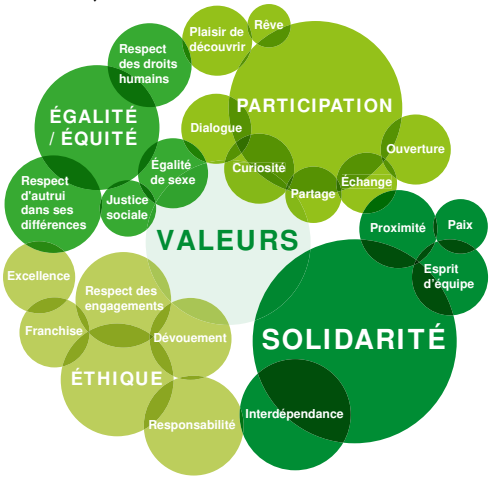
▸ **Une mission.** Alliance Droits et Santé s'est fixée pour mission de jouer un rôle déterminant dans la mobilisation sociale et politique en faveur des droits et de la santé des femmes et des filles d'Afrique de l'Ouest francophone. En particulier, ses membres unissent leurs efforts dans le domaine de la santé sexuelle et de la procréation. Cette mission et ses exigences s'inscrivent dans la logique des engagements de la conférence de Ouagadougou (2011) et du *Family Planning 2020* (Sommet de Londres 2012). Pour ce faire, des actions prioritaires de plaidoyer sont identifiées au Bénin, au Burkina Faso et au Niger au regard des engagements respectifs de ces pays lors des deux sommets internationaux cités.

▸ **Des valeurs.** Lors du 1er atelier sous-régional de l'Alliance, en juillet 2013, les OSC membres ont énoncé les valeurs qui les unissent, avec la solidarité comme fil conducteur.

1er Atelier sous-régional d'Alliance Droits et Santé, du 8 au 12 juillet 2013 à Ouagadougou, Burkina Faso
- 11 OSC présentes ; 38 participants.
- Enjeu : poser les bases et officialiser la naissance d'Alliance Droits et Santé, réseau de 11 OSC venant de 5 pays ; établir les prochaines étapes et les modalités de collaboration.

2e Atelier sous-régional d'Alliance Droits et Santé, du 9 au 12 juillet 2014 à Ouagadougou, Burkina Faso
- 11 OSC présentes ; 33 participants.
- Enjeu : faire un état des lieux des progrès et des difficultés rencontrées ; identifier les facteurs et modalités de construction et de renforcement de l'Alliance ; analyser les opportunités et les priorités futures.

▸ **Des principes de fonctionnement** ont été formalisés lors du 2ème atelier sous-régional de l'Alliance en juillet 2014. Ces principes auxquels s'engagent les OSC membres sont les suivants : le partage d'expériences, la complémentarité, l'engagement (appropriation des principes du réseau), la crédibilité et la loyauté (devoir de respecter et défendre l'Alliance).



INNOVER POUR ÊTRE PLUS EFFICACES

Pour les onze membres du réseau, une innovation majeure apportée par Alliance Droits et Santé a été le fait de construire parallèlement des partenariats opérationnels ainsi qu'une vraie alliance stratégique s'inscrivant dans le long terme. Au delà du travail collectif mené, le fait de prendre en compte les besoins de renforcement des organisations a été déterminant dans leur engagement.

▸ **Renforcer les liens mutuels dans l'action.** Grâce au financement dont a été dotée l'Alliance dès ses débuts, les OSC membres ont pu mener ensemble des actions concrètes. Les plans d'actions élaborés lors des rencontres communes ont pu être mis en œuvre dans la foulée, ce qui n'est pas souvent le cas dans d'autres réseaux. « *Le fait de mener des actions communes concrètes est vraiment un facteur de mutualisation et de cohésion* », ont soulignés les participants à l'atelier de capitalisation organisé au Burkina Faso. « *Souvent les plateformes ou coalitions partagent de l'information après-coup, mais dans l'Alliance nous co-construisons et évoluons ensemble dans l'action même* ». « *Et puis nous apprenons les uns des autres* » ont ajouté les participants à l'atelier organisé au Niger. « *Et comme nous savons mieux qui fait quoi, on peut agir en complémentarité et parfois orienter certains interlocuteurs vers le partenaire le mieux placé pour répondre aux attentes.* » La complémentarité des savoirs et des compétences de chacun des membres a ainsi contribué à augmenter la finesse des actions menées. De plus, la mutualisation des contacts dans chaque pays a permis d'élargir le champ des bénéficiaires et l'audience des décideurs, des médias et des acteurs de la société civile.

▸ **Se construire autour de valeurs et d'objectifs communs.** Les ateliers sous-régionaux ont permis de prendre du temps pour que les OSC membres apprennent à se connaître et construisent ensemble le socle de l'Alliance en identifiant les valeurs partagées ainsi que les principes de fonctionnement qui constituent sa charte. Cet investissement initial fut un gage de confiance et de réussite. Au-delà des mots, parfois vides de sens, les OSC membres ont pu réellement débattre et échanger sur leurs convictions profondes : « *Nous nous retrouvons sur ce respect de la personne, sans juger les jeunes filles vulnérables mais pour les aider en recherchant vraiment tout ce qui dans la société conduit à ces situations* » ont témoigné des participants. Ce fut également l'occasion de définir un positionnement commun sur le long terme.

▸ **Prendre en compte les besoins de renforcement des organisations.** S'engager dans un travail collectif est souvent coûteux pour l'organisation en terme de temps et d'énergie. Dans le cadre d'Alliance Droits et Santé ce « coût » a été contrebalancé par un appui affiché dès le départ au développement des capacités de chacun des membres du réseau. « *La différence de cette Alliance par rapport à d'autres c'est qu'elle n'est pas seulement un rassemblement constitué pour telle ou telle action ou bien telle cause à défendre* » ont affirmé les participants à l'atelier de capitalisation d'expérience organisé au Bénin. « *Elle a su se doter d'un mécanisme d'accompagnement pour que les membres sortent renforcés par leur mise en réseau, plus compétents et aussi plus pertinents vis-à-vis des décideurs politiques et financiers.* »

APPRENDRE POUR S'AMÉLIORER CONSTAMMENT

▸ **Renforcer la gouvernance en retravaillant la charte.** C'est l'un des souhaits exprimés à l'unanimité par les OSC membres lors des ateliers de capitalisation d'expérience. Outre qu'elle soit un vecteur de cohésion interne et de communication externe, cette charte pourrait clarifier davantage les engagements et responsabilités de chacun dans le fonctionnement de l'Alliance. Elle pourrait également spécifier le rôle particulier d'Équilibres & Populations qui est non seulement initiateur du réseau, mais aussi coordinateur, appui technique et membre à part entière de l'Alliance et qui intervient avec les autres organisations sur le territoire des trois pays où sont menées les actions de terrain.

▸ **Renforcer les échanges d'informations entre les OSC membres.** Au-delà des ateliers régionaux annuels, l'interaction entre les OSC membres du réseau pourrait bénéficier d'échanges plus réguliers (en plus des réunions mensuelles par pays). Si les échanges bilatéraux avec Équilibres & Populations sont utiles pour stimuler les actions et les appuyer techniquement, des conférences téléphoniques ou un forum en ligne réunissant l'ensemble des membres favoriseraient davantage les synergies. Un planning régulier de ces échanges sur des sujets déterminés en amont s'avérerait facilitant, tout en préservant de la souplesse pour traiter de sujets d'actualité immédiate.

► **Organiser des formations et des ateliers d'échanges de pratiques** sur des thèmes précis, dont ceux identifiés lors du 2ème atelier sous-régional :

- Intégrer de façon systématique l'approche genre dans les pratiques de chaque OSC (tant dans les actions de terrain que dans son fonctionnement et sa gestion) ;
- Impliquer et dialoguer avec les destinataires des actions ;
- L'implication et le dialogue avec les destinataires de nos actions : partage d'expériences pour formaliser et capitaliser cette expérience ;
- La délégation des responsabilités : Comment apprendre à déléguer une partie de ses activités au sein de l'organisation ? Quel équilibre entre contrôle et autonomie ? Comment se faire représenter par des personnes compétentes quand les partenaires ne demandent qu'à voir le plus haut décideur ? ;
- L'indépendance (financière, politique, etc.) à l'égard des bailleurs de fonds ou des décideurs politiques : Comment construire une relation entre partenaires et de non de donneur d'ordre à prestataire de services ? Quel modèle économique développer pour assurer la viabilité financière tout en maintenant l'engagement dans la démarche qualité ? ;
- La gestion financière et le suivi budgétaire des projets ;
- La mobilisation des ressources...

Ces sessions pourraient concerner des salariés opérationnels ou fonctionnels des OSC membres, ainsi que des élus, afin de créer une culture d'échanges, de coopération ou de mutualisation à tous les niveaux de ces organisations.

Intensifier l'action au niveau sous-régional. Durant ses 18 premiers mois d'existence, c'est la construction d'une force au niveau national qui a été privilégiée. D'une part, c'était un moyen d'obtenir assez rapidement des résultats tangibles, ce qui est stimulant pour des OSC travaillant pour la première fois ensemble ; d'autre part, c'était structurant pour l'Alliance dans la construction de son identité, de son fonctionnement et de son positionnement. Dans la deuxième phase de travail collaboratif, l'action sous-régionale de l'Alliance devrait s'accentuer.

TÉMOIGNER EN DONNANT LA PAROLE AUX PARTIES PRENANTES

▶ **Une communauté de points de vue.** *« On a commencé par apprendre à travailler ensemble. Cela se traduit par des rencontres qui ne sont pas régulières mais qui sont fixées en préparation d'évènements particuliers. Autre résultat à notre actif, il y a aujourd'hui une communauté de points de vue par rapport à la question des droits de la femme. »*

M. Nourou ADJBADE
Directeur exécutif de CERADIS, Bénin.

▶ **Une dimension personnelle qui nourrit nos relations.** *« Au niveau sous-régional, on peut dire qu'une dynamique a été engagée avec les ateliers de juillet 2013 et 2014. Mais le travail de réseau s'est surtout concentré au niveau national, car c'était là que les premiers pas étaient les plus concrets et les plus opérationnels. Ceci dit, il y a quand même une communauté de partage qui s'est créée entre les associations des différents pays, au niveau politique mais aussi opérationnel. Il y a bien une dynamique de l'Alliance qui s'est installée au Burkina. Il y a vraiment eu un travail en réseau au niveau national. Tous les rendez-vous sont toujours pris à plusieurs, tous les courriers sont élaborés et signés en commun. Ensuite chacun contribue en fonction de ses propres ressources, que ce soit en termes de réseau, de compétences, de disponibilité, etc. Par exemple, pour la mobilisation sociale au niveau des communes, la Marche Mondiale des Femmes a travaillé avec la mairie centrale tandis qu'ASMADE prenait celle du 12ème arrondissement et SOS / Jeunesse & Défis celle du 5ème. Et puis il y a une dimension personnelle qui s'est installée entre nous : parfois, les rencontres ont aussi eu lieu aux domiciles de certaines d'entre nous, ce qui est aussi un facteur de rapprochement. »*

Mme Juliette COMPAORE
Secrétaire exécutive de l'ONG ASMADE, Burkina Faso.

▶ **Le bénéfice de la coopération.** *« Le niveau de maturité de nos organisations respectives nous a conduit à voir plus de bénéfices à la coopération qu'aux risques de concurrence ou de dilution dans l'Alliance. Ce qui nous a aidé à travailler ensemble au Niger, c'est le réflexe que nous avons pris de nous contacter mutuellement quand il y a un problème ou une initiative. Récemment, nous avons organisé ensemble un événement mobilisateur national et chacun a spontanément utilisé ses propres réseaux pour mobiliser des participants et des officiels. Autre exemple : lorsque nous avons voulu rencontrer le ministre nigérien de la santé, c'est la Congafen qui a profité de son réseau relationnel pour obtenir ce rendez-vous. Autre exemple encore, dans les actions de plaidoyer ou de mobilisation communautaire avec les radios, les rendez-vous sont pris avec au moins deux personnes parmi nos trois organisations. Il faut également reconnaître le degré de responsabilité et de maturité de nos organisations car nous n'avons pas connu de disputes sur des financements, ce qui n'est pas courant dans la société civile africaine. Et aujourd'hui, il devient possible de rechercher (et d'obtenir) un financement propre à l'Alliance.»*

Dr. Issa SABO
Directeur exécutif de Lafia Matassa, Niger.

Faire connaître Alliance Droits et Santé

Au cours de ces 18 premiers mois d'existence, Alliance Droits et Santé s'est dotée de plusieurs outils qui lui ont permis d'acquérir une certaine visibilité et une réelle reconnaissance en tant que nouvel acteur au niveau national mais aussi sous-régional.

AGIR POUR OBTENIR DES RÉSULTATS CONCRETS

▸ Les outils de communication mis en place

- **Une charte graphique et un logo**
- **Des outils de promotion print :** cartes de visite et de correspondance, papier à en tête, une plaquette de présentation
- **Des outils web :** un site internet mis en ligne le 10 juillet 2014 et 2 newsletters (novembre 2013 et juillet 2014)
- **Des publications :** un ouvrage rassemblant des récits de vie d'adolescentes « *Elles racontent pour que ça compte* »

▸ Mise en lumière de l'Alliance, de ses membres et de ses actions, « *on line* » et « *off line* ».

Afin de faire connaître cette toute nouvelle alliance, un site internet a été créé. Cette vitrine d'Alliance Droits et Santé permet de partager l'expertise et le savoir-faire spécifiques de chaque OSC membre ainsi que les positionnements collectifs sur la planification familiale ou sur les enjeux liés au genre et aux adolescentes. Ce site permet également de valoriser les actions réalisées sur le terrain par la mise en ligne d'articles, d'interviews, d'émissions de radios ou de photos des événements organisés.
Pour élargir l'audience au niveau international et s'adapter aux pratiques des internautes, une chaine Youtube a aussi été créée afin de diffuser les vidéos mises en ligne sur le site. L'Alliance a ainsi développé un panel varié d'outils (textes, audio, vidéos, photos) pouvant atteindre un plus grand nombre d'internautes en fonction du type de contenu recherché, de leur sensibilité au format et de sa viralité.

▸ Focus sur le site internet : www.alliancedroitsetsante.org

Sessions
713

Utilisateurs
321

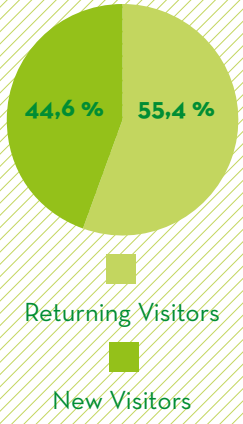
Pages vues
2750

Pages / Session
3,86

Durée moyenne des sessions
00.04.21

Taux de rebond
41,65 %

% Nouvelles Sessions
44,60 %



Origine des internautes

France 47%
Bénin 6%
Burkina Faso 12%
Niger 3%
Sénégal 9%
Autres pays 23%

• Pour compléter ces outils numériques, l'Alliance a édité une plaquette de présentation en français et en anglais. La version française a été diffusée en plusieurs exemplaires à tous les membres afin de promouvoir l'Alliance lors d'événements de mobilisation politique ou de rendez-vous. Outre cette plaquette, d'autres outils de communication ont été créés comme du papier à en-tête, des cartes de visites et des cartes de correspondance au nom de l'Alliance, conformément à sa charte graphique.

▸ **Positionner l'Alliance en tant qu'instance de référence auprès des décideurs et de la société civile sur les thématiques des droits des femmes et des jeunes filles, de la planification familiale et du genre.** Lors des activités de mobilisation sociale et politique, d'événements internationaux comme le sommet de la Francophonie 2014 ou bien la journée internationale des filles, l'Alliance Droits et Santé a exprimé publiquement sa position sur des questions d'ordre national ou international. Grâce à des communiqués ou des dossiers de presse diffusés sur tous les canaux à sa disposition, elle a pu interpeller les décideurs pour qu'ils agissent sur la scène nationale et internationale en faveur des femmes et des jeunes filles. Au delà de ces documents de communication, l'Alliance a également utilisé les réseaux sociaux pour diffuser des informations et faire valoir une parole de référence en Afrique de l'Ouest sur les questions de droits et de santé des femmes et des filles, de planification familiale et de genre.

APPRENDRE POUR S'AMÉLIORER CONSTAMMENT

Lors des ateliers de capitalisation d'expériences, plusieurs pistes d'amélioration sont apparues.

▸ **Définir une stratégie de communication aux niveaux communal, national, régional et international.** Suite à ses premières expériences et tests, Alliance Droits et Santé devrait redéfinir collectivement sa stratégie globale de communication aux différents niveaux d'interventions de l'Alliance. Il faudrait travailler plus dans l'appropriation de cette stratégie par chacun des membres du réseau en accompagnant leur montée en compétences.

▸ **Échanger plus régulièrement.** En termes de communication interne, une analyse des besoins de chaque pays et une planification régulière des temps d'échanges, nationaux et sous-régionaux, seraient utiles pour partager l'information, renforcer les liens, créer des synergies et capitaliser l'expérience au fur et à mesure, sans être pris dans le feu de l'action et les multiples échéances.

Des réflexes à entretenir

« Sur les événements qu'elles réalisent de leur propre chef, comme au Niger pour le 11 octobre ou au Bénin pour la fête de Savalou, les OSC m'envoient spontanément du contenu et des photos » explique la chargée de communication d'Équilibres & Populations. *« Ce sont de bons reflexes de communication pour mettre en avant les actions pour les femmes et les jeunes filles, dont ils sont moteurs et sur lesquels ils sont proactifs.*
Il faut donc continuer à entretenir la flamme. S'appeler régulièrement pour savoir ce qu'on a fait comme actions qui pourraient être mises en avant sur le site de l'Alliance, quelles actions on pourrait faire que ce soit en mobilisation et/ou en communication. Il faut entretenir cette volonté des membres d'agir et développer les compétences de communication et de rédaction. »

▶ D'autres outils de communication efficaces pourraient être développés en accord avec l'évolution de la stratégie de communication afin d'appuyer les actions de mobilisation sociale et politique :
• Des T-shirts et des autocollants au nom de l'Alliance ;
• Des dépliants recto-verso pour vulgariser les valeurs et les missions de l'Alliance ;
• Des spots télévisés ou la participation à des émissions de télévision, en complément de celles réalisées avec les radios communautaires.

TÉMOIGNER EN DONNANT LA PAROLE AUX PARTIES PRENANTES

▶ **Des outils pour se reconnaître et se faire connaître.** *« Nous n'existons que depuis près de 18 mois, ce qui reste assez court pour bien se faire connaître institutionnellement. En outre, à l'extérieur, nos associations étaient déjà connues séparément ; alors il n'était pas facile de faire comprendre à nos partenaires que nous agissions ensemble au nom de l'Alliance. Par la suite, nous doter du logo et du site internet nous a donc bien aidé à donner une existence concrète au réseau, en plus des activités menées et de nos échanges. »*

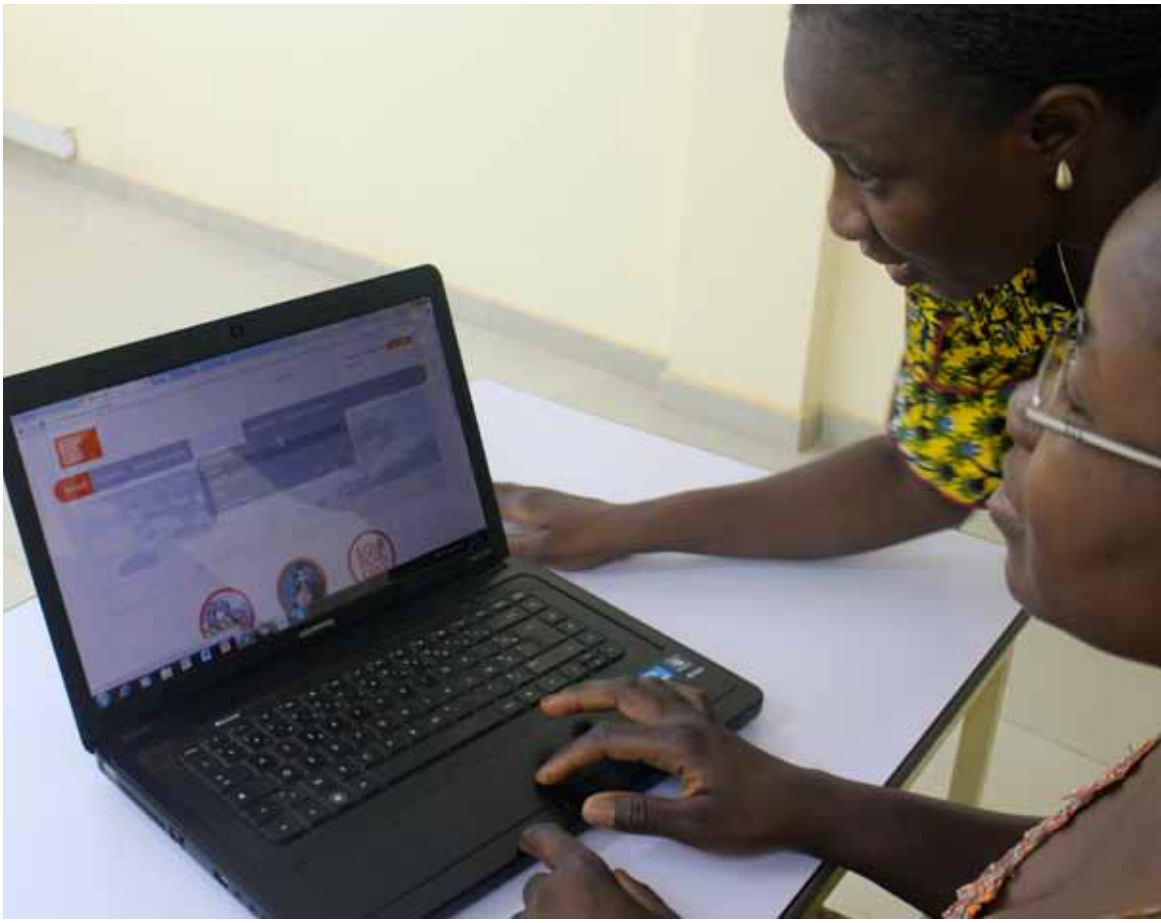
Atelier au Burkina Faso

▶ **Une vraie montée en compétences.** *« Pour l'organisation de l'événement mobilisateur au Niger, nous avons vraiment travaillé main dans la main avec la personne en charge à Lafia Matassa en tenant compte des leçons apprises lors des précédents événements au Burkina Faso, au Niger, au Togo et au Mali. Nous avions l'idée de faire un événement un peu novateur, loin du modèle habituel des conférences et de l'enchaînement de discours. J'ai donc proposé de partir d'un rétro-planning listant toutes les activités et actions à faire (salle, intervenants, témoignages radio, animateur, buffet, outils de communication, etc.) avec les deadlines pour mettre en place cet événement. Après, j'appelais 2 ou 3 fois par semaine pour faire le point avec mon correspondant sur l'avancée des étapes, vérifier qu'on était dans les temps, que les intervenants étaient briefés, que les invitations étaient parties, que les Kadapacks envoyés du Burkina étaient bien réceptionnés, etc. Et aussi pour constituer un panel d'acteurs de terrain, pas que de hautes personnalités comme à l'accoutumée… et réfléchir ensemble à des plans B en cas d'annulation des intervenants. Sans compter la révision du budget pour être dans les clous ! Nous avons également beaucoup travaillé avec l'équipe de RAES sur cet événement pour réaliser les supports audio, le déroulé du débat et le coaching de l'animateur pour le Jour J. Il y a eu une vraie montée en compétences de la part de Lafia Matassa sur l'organisation de ce type de mobilisation. Ensuite, nationalement, ils ont organisé de leur propre chef trois autres sessions de mobilisation pour la cause des jeunes filles.»*

Mme Nathalie PERROTIN
Chargée de communication à Equilibres & Populations (bureau de Paris).

Une Alliance 2.0 ? Le numérique au service des OSC membres

Dès sa création, il semblait incontournable aux membres d'Alliance Droits et Santé d'investir dans les technologies de l'information qui permettent de communiquer et d'échanger au-delà des distances géographiques et organisationnelles traditionnelles. Elles constituent ainsi des outils puissants pour faciliter le travail en réseau, mais pour cela il faut envisager une montée en compétences importante de l'ensemble des membres.



AGIR POUR OBTENIR DES RÉSULTATS CONCRETS

▸ **L'audit numérique : un état des lieux pour avancer à l'unisson.** En raison de leur histoire, de leur ancienneté ou de leur taille, toutes les structures membres de l'Alliance ne disposaient pas du même bagage numérique. A cet égard, il a été décidé de réaliser un audit numérique qui a permis d'avoir une visibilité concrète sur la situation de chaque structure, aussi bien en termes de matériel que de compétences de base. Il a également permis de relever les lacunes ou les failles, de les analyser puis de proposer des solutions d'amélioration du fonctionnement du système numérique.

▸ **La formation : créer un socle commun de savoirs et savoir-faire numériques de base.** Après l'audit, il s'est agit d'accompagner les équipes des OSC membres de l'Alliance sur les savoirs et savoir-faire numériques de base. La formation a porté sur l'utilisation de Word, Powerpoint, Excel, Skype et Dropbox. Chaque équipe a ainsi acquis les notions de base permettant de travailler ensemble avec ces outils. Parmi les progrès enregistrés :

- Une meilleure maîtrise des logiciels du Pack Office ;
- Un renforcement des capacités techniques pour le traitement des données ;
- Des échanges plus faciles sur Skype qui renforcent la collaboration entre les membres du réseau, mais aussi au sein de chaque OSC dans le cas d'une implantation sur plusieurs sites ;
- La sauvegarde régulière des données sur Dropbox au lieu d'avoir recours à des clés USB.

▸ **L'accompagnement numérique en quelques chiffres**

102 PERSONNES FORMÉES DANS LES 9 ORGANISATIONS MEMBRES

6 MODULES ÉLABORÉS POUR INITIER OU RENFORCER LES COMPÉTENCES SUR LES OUTILS INFORMATIQUES

108 HEURES DE FORMATION

10 ORDINATEURS ALLOUÉS

INNOVER POUR ÊTRE PLUS EFFICACES

▸ **Des connaissances à portée de clics.** Afin de compléter la formation initiée lors de l'audit numérique et de permettre à chacun d'approfondir ses connaissances informatiques, des tutoriels sont en cours de réalisation. Ces tutoriels sont développés sous forme de petits modules en pdf téléchargeables. Ils mettent en lumière les fonctionnalités utiles dans la conduite de projets, dans le travail collaboratif ou encore la communication interne et externe. Par souci pédagogique, ces tutoriels seront ensuite disponibles en vidéos.

APPRENDRE POUR S'AMÉLIORER CONSTAMMENT

Les recommandations mises en place suite à l'audit ont été élaborées en proposant des solutions à court, moyen et long terme. Cette évolution des compétences et des ressources par paliers permet ainsi de conduire progressivement mais sûrement les membres de l'Alliance vers le monde 2.0.

▸ **Bénéficier des outils et des savoirs numériques nécessaires à la bonne conduite des projets et actions de terrain.** A court terme, l'idée est de se concentrer sur le développement des postes informatiques et des compétences en vue de faciliter le travail des membres de l'Alliance ainsi que les échanges entre eux, en fonction de leurs besoins spécifiques. Pour ce faire, les postes et les systèmes d'exploitation sont peu à peu mis à jour avec toutes les fonctionnalités mises à niveau pour que le travail collaboratif soit possible. Les compétences pourront également être approfondies à travers d'une deuxième session de formation sur place, qui complétera les bases abordées lors de la première. Cette formation permettra d'ancrer les bonnes pratiques et les savoirs de façon complémentaire aux formations précédentes et aux modules disponibles en ligne. L'environnement numérique devra également être mis à jour avec le réseau filaire ou encore l'amélioration de la connexion internet. Ces éléments constituent une première étape nécessaire à l'amélioration des conditions de travail et des échanges effectués via internet pour ce réseau établi dans cinq pays différents.

▸ **Conserver et sécuriser les données et le matériel informatique.** A moyen terme, c'est la sécurisation des données et du matériel qui est l'enjeu principal. Cette étape intermédiaire a été mise en évidence par l'audit en prévision de la mise en place de l'intranet. Elle permettra à chaque structure de rassembler toutes ses données sur un serveur d'application local et ainsi d'être plus à même de répondre aux exigences de la gestion des projets et du reporting. La pérennité du matériel sera également à prendre en considération à travers des politiques de sécurité informatique permettant de rentabiliser et d'optimiser les investissements qui ont pu être fait pour être plus performant dans le travail mené.

Une véritable mise à plat

« L'audit numérique a permis d'interroger chaque personne au sein de l'organisation » explique un participant. « Cela a permis de comprendre quels étaient les pratiques et les besoins de chaque acteur, mais aussi ses limites, tant en termes de compétences que de matériel ou de logiciels.

L'audit a duré deux jours et il a débouché sur une formation de trois jours. L'accompagnement a été très personnalisé : chacun a pu combler ses propres lacunes, mettre en place les outils qui lui étaient plus spécifiquement utiles. En plus, entre l'audit et la formation, il y a eu une journée libre ce qui a permis à chacun de mieux formaliser ses attentes, ses besoins, ses questions pour la formation. »

▸ **Implanter l'intranet pour un travail collaboratif, rationalisé et professionnalisé.** La dernière étape mise en évidence par l'audit est la duplication dans chaque structure d'une version de l'intranet adaptée aux besoins spécifiques de chaque OSC membre d'Alliance Droits et Santé. Les fonctions de l'intranet (comme l'outil de gestion de projets Sigmah ou encore la gestion et le suivi des contacts avec SugarCRM) permettront à tous les membres de l'Alliance de travailler au même niveau avec les mêmes standards pour des actions plus performantes.

La « To do list » numérique

- Organiser une seconde session de formation plus approfondie sur les logiciels de base ainsi que des formations sur la politique de sauvegarde des données ainsi que sur leur sécurisation ;
- Mettre à jour certains logiciels (antivirus, suite Pack office, système d'exploitation) pour un meilleur rendement ;
- Améliorer la connexion internet ;
- Faciliter l'acquisition de matériel informatique adapté et d'un serveur pour certains partenaires afin d'obtenir une meilleure capitalisation des données.

TÉMOIGNER EN DONNANT LA PAROLE AUX PARTIES PRENANTES

▸ **Un appui très opérationnel.** *« Quand on recherche de l'information sur les droits et la santé des femmes, on peut maintenant aller sur internet et trouver ce dont nous avons besoin : la recherche de l'information est facilitée par l'informatique. Par exemple, en naviguant sur la toile, on a pu lire des documents montrant que les femmes plus âgées, ménopausées, avaient un grand rôle à jouer sur la planification familiale avec les filles plus jeunes. En tant que grands-mères, elles peuvent les informer, leur donner des conseils… et éviter les problèmes que génèreraient l'arrivée d'enfants dont elles auraient probablement beaucoup de difficultés à s'occuper à leur âge. C'est pour cela qu'aujourd'hui nous travaillons auprès de ces femmes plus âgées. Surfer sur le net nous est donc très utile pour trouver des arguments, voir ce qui se fait, quelles sont les bonnes expériences, quels axes stratégiques ont été utilisés. »*

M. Oréaul HOUEDJI
Responsable du développement organisationnel, Le BACAR, Bénin.

▸ **Un accompagnement sur mesure.** *« A Lafia Matassa, au Niger, par exemple, une superviseuse régionale de Tillaber, avait effectué une collecte de données sur un projet de santé de la reproduction. Après avoir saisi les données dans un tableau mis à leur disposition par l'UNFPA, elle n'arrivait pas à les exploiter. Elle voulait faire des tris et des filtrages en fonction d'un certain nombre de critères que Lafia Matassa pourrait éventuellement utiliser comme base pour le plaidoyer. Pendant la formation sur le module Excel, elle m'a exposée sa difficulté à exploiter ces données et séance tenante nous avons utilisé son tableau de collecte pour faire des simulations de tri/filtrage en fonction de l'âge, de la localité et bien d'autres critères.*

- *Autre exemple : à Ceradis, au Bénin, le chargé du diagnostic organisationnel et de la mobilisation des ressources voulait utiliser des graphiques SmartArt pour une communication visuelle d'un certain nombre d'informations sur leur structure. Pendant la semaine passée avec eux, j'y ai consacré une matinée et nous avons réalisé ensemble plusieurs organigrammes. »*

Mme Kadidia RABO
Chargée de l'informatique à Équilibres & Populations (bureau de Ouagadougou).

02

Développer les capacités d'action des OSC membres : diagnostic organisationnel et démarche qualité

Les organisations de la société civile mettent souvent toute leur énergie et leurs ressources dans la conduite des projets au détriment du développement de leur propre structure. Or, la consolidation des organisations reste un prérequis pour assurer la qualité des actions menées au bénéfice des femmes et des filles et de la participation des OSC à la construction des politiques publiques.

Chaque membre d'Alliance Droits et Santé a ainsi accepté de s'engager à améliorer de manière continue la qualité de ses actions selon un référentiel commun. Équilibres & Populations a appuyé cette dynamique :

- En adaptant tout d'abord un outil de diagnostic organisationnel pour prendre en compte les réalités associatives ouest-africaines ;
- En accompagnant ensuite les membres de l'Alliance dans l'utilisation de cet outil et dans le développement concret de leurs capacités : amélioration de la gouvernance, de la stratégie, des actions menées, de la gestion du personnel et des ressources, de la communication ou du suivi-évaluation des résultats.

201

La construction d'un outil novateur pour les associations

Pour aider les OSC membres de l'Alliance à consolider leur organisation et à engager une démarche qualité, Equilibres & Populations a choisi d'adopter une démarche rigoureuse et duplicable. Ceci s'est fait en deux temps.

▸ **Identifier un référentiel qualité pertinent.** Après recherche, le choix s'est porté sur le modèle d'excellence d'EFQM (*European Foundation for Quality Management*[1]). Ce modèle auquel ont été formées trois personnes d'Equilibres & Populations propose un référentiel aux organisations qui veulent structurer une démarche qualité dans leur management. Il leur permet de percevoir leurs forces et leurs faiblesses sur plusieurs axes de leur fonctionnement, qu'il s'agisse de la gestion de l'organisation ou de ses activités. Elles peuvent alors évaluer leur niveau de performance pour établir les priorités d'amélioration. « *L'outil est pertinent* » rapporte une responsable de la Marche Mondiale des femmes au Burkina Faso, « *car il nous a permis de faire une analyse de tous les aspects de la vie de la MMF et d'avoir des orientations claires* ».

1. En français, la Fondation européenne pour la gestion de la qualité.

▸ **Adapter l'outil aux spécificités des OSC d'Afrique de l'Ouest.** Après avoir formalisé un partenariat avec EFQM, et avec le soutien d'un consultant, Équilibres & Populations a adapté les différents outils de la Fondation aux réalités du secteur d'intervention d'Alliance Droits et Santé (voir l'encadré). En effet, les outils d'EFQM ont été conçus avant tout pour les entreprises marchandes : par conséquent, les OSC membres de l'Alliance n'auraient pas pu s'en saisir efficacement sans « traduction » préalable dans l'esprit et le langage du secteur non lucratif. Une fois adapté aux OSC, le référentiel d'EFQM leur permet de lier la stratégie aux résultats en prenant bien en compte les besoins des parties prenantes.

Grâce à cet outil novateur pour les OSC, l'organisation s'évalue elle-même avec rigueur et détermine des orientations claires pour conduire le changement. En outre, cette démarche qualité favorise l'identification des bonnes pratiques à partager au sein de l'Alliance.

Les étapes de l'autodiagnostic organisationnel adapté par Equilibres & Populations :

1. Cartographier les parties prenantes clés
- Les destinataires des actions menées
- Les collaborateurs de l'organisation
- La société et la collectivité touchée par les actions menées
- Les soutiens de l'organisation et de ses actions

2. Dresser l'état des lieux sur la maturité de l'organisation à partir des 8 concepts fondamentaux
- Créer de la valeur ajoutée avec les parties prenantes de l'ONG
- Contribuer à une société et à un environnement durables
- Développer les capacités organisationnelles de l'ONG
- Favoriser la créativité et l'innovation
- Définir, garantir et incarner la vision et les valeurs de l'ONG
- Piloter l'ONG avec rigueur et anticipation
- Réussir en mobilisant le talent des collaborateurs (salariés, volontaires, membres...)
- Soutenir des résultats remarquables

3. S'auto-évaluer à partir de 9 domaines
5 domaines (ou critères) de pratiques :
- Le leadership et la gouvernance de l'ONG
- La stratégie de l'ONG
- Les actions de l'ONG (processus, produits et services)
- Les collaborateurs de l'ONG (salariés, volontaires, membres)
- Les ressources de l'ONG

4 domaines (ou critères) de résultats :
- Les résultats pour les destinataires des actions
- Les résultats pour les collaborateurs de l'ONG
- Les résultats sociétaux
- Les résultats clés

4. Prioriser les axes d'amélioration

5. Elaborer et mettre en œuvre les projets d'amélioration pour les 3 priorités retenues

Une démarche qualité participative et structurante

Muni d'un référentiel adapté, Equilibres & Populations a ensuite formé les associations membres à cette démarche et les a ensuite accompagnées pour qu'elles réalisent leur autodiagnostic. Ceci leur a permis d'avoir une vision claire, actualisée et partagée de leurs forces et de leurs faiblesses tout en sensibilisant un grand nombre de salarié-e-s et bénévoles à l'intérêt de la démarche qualité. Dans un deuxième temps, chaque association membre a identifié des objectifs prioritaires de changement et établi des plans d'action sur 10 mois pour les atteindre. Dans chaque structure un point focal a été mobilisé pour coordonner l'avancée des travaux avec l'appui de la chargée de diagnostic organisationnel d'Equilibres & Populations.

AGIR POUR OBTENIR DES RÉSULTATS CONCRETS

Déjà au terme de cette première phase des résultats concrets ont été obtenus dans chacune des associations membres du réseau dans différents domaines : gouvernance, gestion, management, communication. Le tableau (schéma, iconographie) ci-dessous en présente quelques-uns d'entre eux.

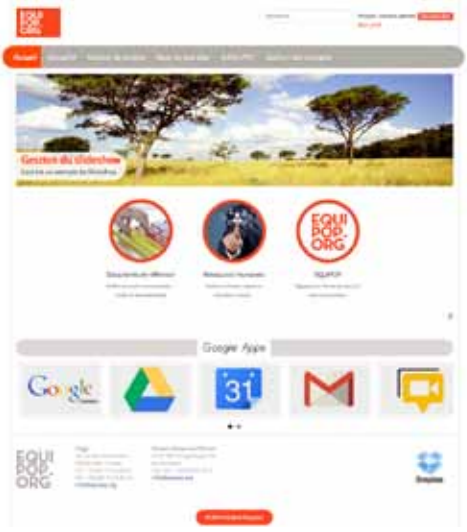
OSC partenaires	Résultats obtenus
CeRADIS / Bénin *Mobilisation des ressources*	Elaboration d'une stratégie de mobilisation des ressources et début de diversification des sources de financement : CeRADIS a obtenu un important financement de l'Initiative 5% et est en train de négocier un appui de près de 2 millions de la coopération hollandaise.
Le BACAR / Bénin *Gouvernance*	Redéfinition du projet associatif
Scoutisme Béninois *Gestion*	De nouveaux outils de gestion ont été élaborés dont un manuel des procédures administratives et financières.
ASMADE / Burkina Faso *Communication*	Une stratégie de communication assortie d'un plan de communication a été mise en place avec des outils fonctionnels (site internet, newsletter)
Marche Mondiale des femmes *Gouvernance*	Définition d'une vision claire et contextualisée de la mission de l'organisation et révision des documents statutaires pour clarification du rôle et responsabilité de l'organisation et de ses parties-prenantes.
SOS/JD *Management*	Redéfinition de l'organigramme et mise en place d'outils de suivi évaluation de performance des collaborateurs (fiche de poste, fiche d'évaluation de performance, contrat de travail).
Lafia Matassa / Niger *Management*	Redéfinition de l'Organigramme et répartition plus claire des responsabilités, mise en place d'outils de suivi évaluation des performances.
CONGAFEN / Niger *Mobilisation des ressources*	Diversification des financements : obtention d'un contrat de financement de 18 mois auprès de l'Ambassade de France sur la participation des femmes aux prochaines élections et d'un autre auprès d'Open Society Initiative for West Africa (Osiwa) pour la sensibilisation sur la scolarisation et le maintien des filles à l'école (déjà en cours de réalisation)
Scouts du Niger *Management*	Développement des capacités des formateurs régionaux à l'utilisation de nouveaux outils d'animation et signature d'un contrat avec le PAM pour dispenser des formations en life-skills.

INNOVER POUR ÊTRE PLUS EFFICACES

Le besoin d'améliorer la gestion de l'information en interne est un besoin commun à la plupart des structures qui se développent. Comment favoriser l'accès des salariés et des bénévoles aux principaux textes, documents et outils de référence de la structure ? Comment s'assurer que l'information remonte du terrain et soit partagée en interne ? Comment rationaliser la gestion des projets ? Pour répondre à ces enjeux, Equilibres & Populations a décidé de mettre au point un outil, duplicable ensuite au sein des structures membres de l'Alliance qui le souhaiteraient. Après avoir rédigé un cahier des charges en mai 2013, l'intranet a été conçu pour proposer l'utilisation la plus intuitive possible afin que tous les utilisateurs puissent l'exploiter en fonction de leurs besoins, quel que soit leur niveau en informatique.

▶ L'intranet est composé de 4 modules :

- Une base de données pour les documents, photos et vidéos : elle permet d'organiser et de stocker tous les documents de l'organisation.
- Un outil d'administration du personnel : il permet aux salariés de faire leurs demandes de congés et de les faire valider par la personne en charge au sein de la structure. Cette dernière dispose ainsi d'une vision globale pour gérer les plannings.
- Une base de données des contacts : cet outil (SugarCRM) permet d'enregistrer tous les contacts de la structure au même endroit et de faire un suivi sur les rencontres et les échanges afférents. Les contacts peuvent aussi être triés et exportés selon plusieurs critères, notamment pour des envois ciblés par messagerie électronique.
- Un outil de gestion de projets (Sigmah) : cet outil a été choisi car il est le plus proche des besoins des ONG dans ce domaine, avec une possibilité de paramétrage pour les besoins de chaque organisation. Sigmah permet de gérer les projets avec les différents outils de suivi comme le cadre logique, les indicateurs, etc. L'utilisation de ce logiciel permettra à chaque organisation une gestion de projet plus fine et plus cadrée. Déjà en place au sein d'Equilibres & Populations, il sera par la suite dupliqué dans chaque organisation membre de l'Alliance.



APPRENDRE POUR S'AMÉLIORER CONSTAMMENT

La mobilisation des ressources pour le développement organisationnel des OSC n'est pas aisée. Très peu d'appels à projets spécifiques existent en la matière, les partenaires au développement préférant financer des projets précis plutôt que des organisations sur le long terme. Pourtant ils ne donnent des financements qu'à des organisations fortes et crédibles. Deux mécanismes seraient alors à explorer pour sécuriser les ressources indispensables à la poursuite du travail amorcé : la création d'un fonds d'appui qui permettrait de financer des demandes précises des membres d'Alliance Droits et Santé et l'inclusion systématique de lignes dédiées au renforcement organisationnel dans les projets que les membres de l'Alliance soumettent à leurs bailleurs.

Il est apparu un besoin spécifique sur l'accompagnement à la gestion financière et budgétaire des OSC membres, un décalage trop important subsistant encore entre les normes imposées par les bailleurs en la matière et les capacités des OSC locales.

Dans la première phase du projet, les associations ont donné la priorité aux améliorations d'ordre structurel, ces efforts restent à consolider. Parallèlement, il serait intéressant de décliner ses améliorations jusqu'au niveau projet pour mieux mesurer l'impact qu'elles peuvent avoir sur la qualité des actions. Il serait alors important de mettre en place de bons outils de capitalisation systématique au niveau de chacune des associations membres de l'Alliance pour une meilleure mise en valeur des résultats obtenus.

Les membres d'Alliance Droits et Santé disposent tous d'un savoir-faire émergent qu'il serait intéressant de formaliser pour favoriser leur appropriation par le plus grand nombre. Des travaux de capitalisation croisés faciliteraient ce travail.

Au sein de l'Alliance, il serait intéressant de développer les échanges entre pairs à travers par exemple des clubs de métiers.

TÉMOIGNER EN DONNANT LA PAROLE AUX PARTIES PRENANTES

▶ **Le changement en douceur.** « *Au niveau national, chacune des structures de l'Alliance a pu prendre conscience de ses forces et de ses limites grâce au diagnostic organisationnel (DO)* » explique le Dr Issa SABO, Directeur exécutif de Lafia Matassa (Niger). « *Cette démarche a permis à chacun de se mirer, de bien se regarder en face. La conduite du changement a pu alors être menée petit à petit et collectivement sans susciter de vives réactions de résistance.* »

▶ **Relancer une dynamique collective.** « *Le DO a permis de redynamiser l'association qui était prise par la routine, les habitudes* » raconte Mme Francine SOSSOUKPE, chargée du DO au Scoutisme béninois. « *On ne se posait plus forcément de questions pour améliorer notre qualité ou anticiper. Cela nous a réveillé* ». Mme Caroline TRAORE, chargée de l'accompagnement organisationnel à Équilibres & Populations (bureau de Ouagadougou) a observé le même phénomène pour la CONGAFEN au Niger. « *Cette OSC subissait une forme de léthargie et a pu partir de la démarche qualité pour reconnaître ses forces et identifier ses domaines d'amélioration. Elle se repositionne progressivement comme un réseau fort de femmes qui défend les droits des filles et des femmes au Niger. En témoignent les multiples sollicitations des partenaires techniques et financiers, des autorités politiques et administratives, d'autres réseaux de défense des droits des femmes. Grâce au diagnostic organisationnel, elle retrouve sa notoriété d'avant.* »

▶ **Apprendre à prioriser.** « *Le diagnostic organisationnel et la démarche qualité nous ont permis de comprendre qu'il fallait sérier les problèmes par ordre d'urgence et de priorités* » explique Mme Mariam DIOP, Commissaire à la formation aux Scouts du Niger. « *Bien entendu, nous avons continué sur d'autres domaines parce qu'il ne faut pas tout arrêter ; mais avons focalisé notre attention sur trois projets prioritaires. Par exemple, avant même l'engagement du diagnostic organisationnel avec Alliance Droits et Santé, nous étions en négociation pour un financement du Congrès américain afin de prendre en charge la refonte du programme éducatif et tout ce qui l'accompagne : le recyclage des formateurs, la formation de nouveaux formateurs et la formation des chefs d'unités et de groupes. Le travail de diagnostic organisationnel et de priorisation nous a confirmé dans le fait que ce chantier était crucial pour nous : c'est notre cœur d'activité. Et c'est aussi ce qui nous rend attractif auprès des jeunes et leurs donne envie de rejoindre les Scouts du Niger, qu'il s'agisse des garçons ou des filles.* »

Au Bénin, grâce au DO, l'association Le BACAR s'est rendue compte qu'elle devrait recentrer ses domaines d'intervention pour mieux défendre les droits de la femme et de l'enfant. A ce jour, l'OSC se focalise sur deux domaines spécifiques au lieu de sept. Selon Mme Pascaline FAGNINOU, sa directrice exécutive : « *On se dispersait dans plusieurs domaines en faisant la course au financement sans orientation stratégique claire. C'est grâce à notre engagement à la démarche qualité que nous avons mieux cerné l'importance d'avoir une institution forte pour être plus crédibles* ».

▸ **Comprendre les parties prenantes pour agir juste.** « *ASMADE, au Burkina Faso, avait déjà expérimenté d'autres méthodes d'autodiagnostic organisationnel* » confie Mme Caroline TRAORE d'Équilibres & Populations, « *néanmoins, ils ont aussi apprécié la démarche qualité que nous leur proposions. Ainsi, l'un de leurs trois projets prioritaires fut la cartographie des parties prenantes pour adapter les futures interventions à la satisfaction de leurs besoins* ». « *La cartographie des parties prenantes que nous avons réalisée nous a beaucoup aidé* » témoigne t-elle. Au Scoutisme béninois, Mme Francine SOSSOUKPE va dans le même sens : « *On s'est par exemple aperçu qu'on travaillait avec les jeunes sans prendre en compte leurs parents qui sont pourtant des parties prenantes essentielles : cela nous a permis de corriger cela. Lors de la crise Ebola, cela a d'ailleurs été salutaire car des parents s'opposaient à ce que leurs enfants viennent en camp : naturellement, nous avons pris l'initiative de nous concerter avec eux, pour comprendre leurs réticences, leurs peurs eu égard aux dispositions sanitaires prévues et finalement pouvoir les rassurer pour qu'ils lèvent leur interdiction. En fait, le dialogue a recréé la confiance.* »

Cette approche par les parties prenantes a permis à de nombreuses OSC de se décentrer de leurs pratiques et de leurs messages pour mieux comprendre la façon dont ils sont ou peuvent être reçus par les destinataires de leurs actions. « *Je suis membre du Groupe des volontaires civils (GVC)* » dit Mme ZIDA Bernadette COULA, présidente de la Marche mondiale des femmes, au Burkina Faso. « *Ce groupe affilié à la MMF intervient à la base sur la santé sexuelle et reproductive et sur la planification familiale. Avec le diagnostic organisationnel, j'ai mieux perçu que les messages sur ces thèmes ne prenaient pas suffisamment en compte les besoins des femmes et des filles. En effet, dans les villages, les filles ne reçoivent pas d'éducation sexuelle de la part de leur mère. Elles n'ont donc pas accès à l'information. A Dapelgo, des femmes ont témoigné : « Par manque d'informations sur leurs corps, nos filles se fient aux informations de la rue. Puisque leur mère ne leur parle de rien, quand elles ont leurs premières règles, c'est auprès de leurs camarades qu'elles se confient ». Ayant pris conscience de ces besoins non satisfaits et de la nécessité de s'attaquer à la question urgemment, nous avons enrichi les messages de nos séances de sensibilisation sur la thématique à Zorgho et à Dapélgo en tenant compte des blocages à l'utilisation des produits contraceptifs dans les zones rurales. Nous voulons faire une capitalisation des actions réalisées dans le cadre de ce projet et le restituer à la base. Pour moi, la prochaine étape dans la démarche qualité, c'est la priorisation d'actions en faveur des femmes rurales pour plus de résultats avec des méthodes plus adaptées à leur situation rurale.* »

▸ **Une approche plus participative.** « *Avant on évoluait de façon dispersée* » explique Mme SOSSOUKPE du Scoutisme béninois. « *Mais finalement, avec les réunions régulières suscitées par le diagnostic organisationnel, on a pu mieux comprendre ce que faisaient les autres membres de l'équipe et trouver les moyens de contribuer aux projets respectifs des uns et des autres. Par exemple, pour le projet « Le jeu sans tabou » qui était centré sur les questions de santé sexuelle et reproductive, c'est en travail d'équipe que nous avons pu introduire des questions sur la planification familiale.* »

03

Mobilisation sociale et politique au cœur de l'action d'Alliance Droits et Santé

La mobilisation sociale et politique est placée au cœur des activités d'Alliance Droits et Santé via la diffusion régulière d'informations, de rencontres avec les décideurs, l'organisation d'événements, la conduite de débats participatifs, la conception et diffusion d'émissions radios et de publications.

Au cours des 18 premiers mois d'activités, les membres de l'Alliance ont focalisé leurs efforts autour de deux objectifs communs : d'une part, faciliter la mise en œuvre des engagements du Partenariat de Ouagadougou sur la planification familiale ; et d'autre part, promouvoir une meilleure prise en compte des adolescentes dans les politiques et les programmes.

Alliance Droits et Santé a la profonde conviction que les changements institutionnels se nourrissent du changement social et réciproquement. Il est donc indispensable de faire de ces deux objectifs des enjeux de débat public, en considérant les citoyens et les citoyennes, non seulement comme des cibles de l'information mais aussi comme des partenaires du plaidoyer.

Pour contribuer à cela, l'Alliance a étroitement articulé ces activités pour :

- Faciliter l'information et la participation des citoyens et des citoyennes grâce aux radios ;
- Informer, interpeller et co-construire pour accélérer le changement des politiques publiques.

Faciliter l'information et la participation des citoyens et des citoyennes grâce aux radios

Pour ses actions de mobilisation sociale dans les trois pays concernés, Alliance Droits et Santé a décidé de s'appuyer sur des radios communautaires. Ce choix résulte d'abord d'un constat très pragmatique : aller physiquement vers les communautés est crucial, mais les moyens humains des associations restent limités et cela réduit forcément la portée des résultats. Pour déployer l'action et diffuser plus largement les messages des OSC membres de l'Alliance, les radios communautaires représentent un relais indispensable car elles sont très écoutées par les populations locales.

Les émissions produites, souvent en langues locales, informent sur la santé sexuelle et reproductive et suscitent des débats au sein des familles et de la société. La diffusion radiophonique a aussi un impact important sur les décideurs qui sont interpellés par leurs concitoyens et sont amenés à s'exprimer publiquement sur les ondes. Le partenariat avec les radios communautaires favorise ainsi une articulation précieuse entre mobilisation sociale et mobilisation politique.

AGIR POUR OBTENIR DES RÉSULTATS CONCRETS

Au cours de la première phase du projet, plusieurs résultats tangibles ont contribué à renforcer le professionnalisme des OSC membres et des radios communautaires pour une action plus efficace en matière de santé sexuelle, de procréation, de planification familiale et d'égalité de genre dans les trois pays concernés par l'Alliance.

▸ **9 missions d'appui technique** de la part de l'ONG RAES auprès des OSC membres de l'Alliance, dont 5 sessions de formation et renforcement des capacités. 36 personnes ont été formées parmi lesquelles les équipes de 10 radios communautaires et le personnel de 9 associations membres de l'Alliance ;

▸ **Réalisation d'un guide sur la stratégie Sunukkadu** pour former les OSC à utiliser les médias afin d'informer, mobiliser et convaincre les citoyens et les élus. Le portail internet (www.sunukaddu.com) contribue également à cette formation et permet la diffusion des contenus produits ;

▸ **Conception et édition d'un manuel de formation** en techniques de production d'émissions radio ;

▸ **Distribution de matériel aux radios partenaires :** 5 enregistreurs, 4 dictaphones numériques, 10 micros (avec ou sans fils), 7 ordinateurs de montage, 2 tables de mixage 10 pistes ;

▸ **61 émissions produites** jusqu'en décembre 2014, dont 41 dans le cadre de l'appui technique de l'ONG RAES et 20 à l'initiative des radios communautaires ;

▸ **Un rapport final** de 43 pages avec les résultats exhaustifs détaillés pour chaque pays.

Guide sur la stratégie Sunukkadu

Manuel de formation en techniques de production d'émissions radio

Les chiffres de l'impact des radios

Bénin

4 radios communautaires partenaires : Ore-Ofe, Alliance FM, Topka FM et Couffo FM.

1,7 millions d'habitants ciblés : communes de Cotonou, Tchetti, Attogon et Adjihonné.

3 sessions de travail : 18-23 novembre 2013 pour l'analyse des besoins et une première formation ; 23 mai – 9 juin 2014 pour le seconde formation ; 7-17 août 2014 pour la réalisation et la production d'un radio-crochet à Savalou.

18 émissions produites jusqu'en décembre 2014.

433 diffusions jusqu'en décembre 2014.

3 journées de mobilisation sociale relayées par les radios : pour la journée contre les violences faites aux femmes, la journée internationale des femmes et la journée de mobilisation à Savalou (15 août 2014).

Burkina Faso

3 radios
communautaires partenaires : Savana FM, Salamkoloto et la Radio municipale de Ouagadougou.

2 millions
d'habitants ciblés : Ouagadougou et ses environs.

3 sessions
de travail : 26 septembre - 3 octobre 2013 pour la formulation des termes de référence ; 25 novembre – 6 décembre 2013 pour la session de formation ; 15-17 avril 2014 pour la validation et planification de la production des émissions ainsi que pour les 3 journées de mobilisation sociale.

15 émissions
produites jusqu'en décembre 2014.

68 diffusions
jusqu'en décembre 2014.

5 journées
de mobilisation sociale relayées par les radios : dans les communes de Ouagadougou (arrondissement 5, 12 et Ouagadougou), Kombissiri et Komsilga.

Niger

3 radios
communautaires partenaires : Radio Jeunesse Goudel, Radio Annuri et Radio Zigui.

400 000
habitants ciblés : communes de Niamey-Goudel, Loga et Mayahi.

3 sessions
de travail : 9-14 septembre 2013 pour la première formation ; 29 mai – 5 juin 2014 pour la seconde formation ; 23 juin – 13 juillet 2014 pour la fin de la formation ainsi que pour la réalisation et la production d'une soirée de mobilisation sociale.

Un savoir-faire
acquis par les Scouts du Niger qui disposent de leur propre radio encore en instance d'autorisation d'émettre par les pouvoirs publics.

28 émissions
produites jusqu'en décembre 2014.

1342 diffusions
jusqu'en décembre 2014.

6 journées
de mobilisation sociale relayées par les radios : 4 dans les communes de Gamkalley, Loga, Mayahi et Niamey ; 2 débats radiophoniques pour la journée mondiale de la jeune fille ; sessions de sensibilisation lors des journées de la contraception.

INNOVER POUR ÊTRE PLUS EFFICACES

Les résultats encourageants obtenus après ce travail de formation et d'accompagnement sont en grande partie dus aux partis pris initiaux qui ont largement influencé l'engouement des radios communautaires et des OSC partenaires.

Une formation à la carte

Plutôt que de dérouler à l'identique des formations toutes prêtes, l'ONG RAES a su adapter son appui technique d'un pays à l'autre. Cette approche contextuelle a pu se faire en consacrant un temps préalable à déterminer les lacunes et les besoins de chaque acteur nationalement. Des formations à la carte ont pu alors être dispensées sur quatre grands volets :

- Les bases journalistiques (formats de reportage, styles et angles) ;
- L'écriture radiophonique (conception de l'émission, documentation, choix des invités, préparation des questions, script de l'émission) ;
- Le reportage et le documentaire radiophoniques (réflexion préalable sur les angles et les intervenants à choisir, plan de travail et d'enquête) ainsi que sur le théâtre radiophonique et la fiction.
- La prise de son et la post-production (utilisation du matériel professionnel, captations sonores, dérushage, maniement des logiciels de montage, mixage).

Selon M. Tidiane THIANG, réalisateur audiovisuel / formateur à l'ONG RAES, *« les journalistes des radios partenaires qui ont été formés maîtrisent désormais la chaîne de fabrication radiophonique, ce qui leur permet de produire des émissions de qualité sur les thématiques développées par Alliance Droits et Santé.»*

▸ **Miser sur la complémentarité :** un des premiers partis pris en terme de méthodologie a été de former et d'accompagner ensembles, dans un même groupe, des journalistes ou animateurs de radio d'une part, et deux représentants pour chaque OSC membres d'Alliance Droits et Santé d'autre part. Les premiers ont ainsi pu bénéficier des apports d'expertise des seconds sur la santé sexuelle et reproductive, tandis que les acteurs des OSC se sont confrontés aux contraintes techniques de la radio, apprendre à se servir du matériel et surtout de nouer une véritable collaboration avec les animateurs au-delà du simple apport d'expertise sur la santé sexuelle et reproductive.

▸ **Aborder les sujets sous plusieurs angles :** grâce au travail de préparation en amont et à l'expertise des OSC membres de l'Alliance, les nombreuses émissions radio qui ont été réalisées ont permis d'aborder les mêmes sujets de plusieurs façons différentes, permettant ainsi de varier les angles sans se départir des mêmes messages. On trouve ainsi pour les 61 émissions produites jusqu'en décembre 2014 :

- Des entrées par le problème social ou sanitaire : le mariage précoce, le mariage forcé, la santé sexuelle et procréative, la grossesse précoce, la fistule obstétricale, la planification familiale, l'infertilité, etc. ;
- Des entrées par les personnes en situation de vulnérabilité : les filles domestiques, les serveuses de bars, les professionnelles du sexe, les vendeuses ambulantes, etc. ;
- Des entrées par les solutions possibles : la scolarisation des filles, l'intégration de la santé sexuelle et preocréative des jeunes dans les programmes scolaires, la communication parents-enfants en matière de sexualité, le rôle des hommes dans la santé sexuelle et la planification familiale, la place du religieux dans le repositionnement de la planification familiale, etc.

▸ **Aller au devant des populations :** l'interactivité des émissions des radios communautaires a eu un effet décisif sur le succès de cette action : micro-trottoirs, appel des auditeurs pendant les émissions, débats radiophoniques, émissions en direct et en public… L'un des enjeux à venir est maintenant de mieux cerner l'impact des émissions sur les perceptions et les comportements des auditeurs et de leur entourage. L'expérience nigérienne des clubs d'écoute, réunions organisées régulièrement avec des représentants de communautés, est une piste particulièrement novatrice à explorer davantage.

Libérer la parole

« Ce qui a fait la différence avec les autres programmes de SSR » témoigne un animateur radio au Niger, « c'est le fait d'avoir pu aborder ces sujets en parlant ouvertement du côté religieux et culturel qui structure les opinions communes sur le mariage et la grossesse précoce. On a osé aborder cela franchement et on voit bien la façon dont les communautés s'emparent de ces débats. Parce que cela leur apprend des choses, cela crée des échanges là où l'on ne disait rien et où on fonctionnait par habitude culturelle, sans remise en cause. Et puis on a aussi pu constater un autre effet, plus quantitatif : plus de femmes sont allées chercher des contraceptifs féminins dans les centres de santé intégrée. Alors que chaque année ils avaient du stock, là ils se sont trouvés en rupture ! ».

APPRENDRE POUR S'AMÉLIORER CONSTAMMENT

▸ **Développer des programmes récréatifs et créatifs.** Dans le contexte local, les émissions de divertissement à contenu informationnel ou éducatif ainsi que le théâtre radiophonique ou bien encore les contes sont très prisés. Il serait judicieux de pouvoir proposer aux radios partenaires la réalisation et la production de ce type d'émission sur les domaines d'expertise de l'Alliance. Le recours aux langues locales doit également être systématisé à côté de l'utilisation du français.

▸ **Explorer la pertinence, l'efficacité et l'efficience de nouveaux outils** comme une banque d'émissions disponibles gratuitement en ligne, des annonces de diffusion ou la diffusion elle-même par téléphone.

▸ **Renforcer et affiner la formation.** Comme les journalistes et animateurs radio sont souvent bénévoles, il existe une rotation importante dans les équipes à cause des départs pour des raisons professionnelles ou autres. Il conviendrait de proposer régulièrement des formations sur les modules de base, de recyclage ou d'approfondissement sur certains sujets :

- **Au niveau technique :** sur la maîtrise des techniques d'interview, la captation et l'utilisation de sons d'ambiance pour habiller les fictions, sur l'évolution du matériel, etc ;
- **Au niveau des contenus :** notamment sur la planification familiale ou certains aspects de la sexualité. Ce travail pourrait également être complété par la création d'outils, écrits ou audiovisuels, qui répondent de façon claire aux arguments culturels, religieux ou sanitaires qui sont avancés par les détracteurs des droits des femmes.

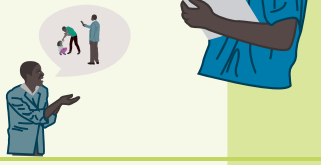
▸ **Améliorer le pilotage et l'évaluation des actions menées** avec les radios communautaires auprès des populations concernées :

- **En formalisant un partenariat durable avec les radios partenaires,** avec des clauses sur le profil des journalistes et animateurs à former, sur le respect des plannings et de l'envoi des mémos mensuels de suivi, sur la redevabilité quant aux engagements pris en matière de production d'émissions.
- **En évaluant de façon plus fine l'impact des émissions sur les auditeurs.** Un atelier de travail pourrait amorcer cette réflexion en s'inspirant de l'expérience des clubs d'écoute ou en s'appuyant sur des méthodes d'entretiens individuels ou collectifs.

▸ **Des questions restant à débattre :**

- **Comment stabiliser les effectifs durant une formation ?** En effet, plusieurs journalistes et animateurs bénévoles n'ont pas eu la disponibilité suffisante pour participer intégralement à des formations d'une semaine, voire deux semaines. Frustrante pour eux et préjudiciable pour le projet, il est important de trouver des solutions innovantes pour stabiliser la présence continue aux formations, en recourant selon les cas à des modules plus courts ou en soirée, à des supports interactifs, à de la formation à distance sur certains thèmes.
- **Faut-il former davantage de personnes dans les radios partenaires ou élargir le nombre des radios impliquées ?** Si les moyens ne permettent pas la conjugaison de ces deux possibilités, les constats précédents invitent à la première hypothèse, tandis que le souci de pouvoir toucher des localités plus éloignées invite à la seconde.

CONDUCTEUR

n°	Rubriques	Contenu	Intervenants	Durée
1	CONTEXTE DE L'ÉMISSION	Violences conjugales	Animateur, personnes ressources	00:30
2	INTERVENANTS 	Présentations	Médecins, infirmières, témoins	02:00
3	DIFFÉRENTES PARTIES DE L'ÉMISSION	- Faits - Témoignages - Conclusion	Animateurs, personnes ressources	06:30
4	INSERT MUSICAUX	Piste 3 Piste 4	Technicien	01:00
DURÉE TOTALE DE L'ÉMISSION : 10:00				

Exemple de conducteur pour une émission radio

TÉMOIGNER EN DONNANT LA PAROLE AUX PARTIES PRENANTES

▶ **Dépasser les clichés :** « *Lors de la toute première formation, RMO a notamment produit une émission de 25 mn sur les serveuses de bar. Il s'agissait de rencontrer des femmes ou des filles qui travaillent dans les maquis pour comprendre ce qu'elles vivent : le regard porté sur elles par les hommes, l'exposition au multipartenariat, les difficultés liées au port du préservatif lors des rapports, etc. Grâce à la formation reçue sur la façon d'aborder les gens que nous interviewons, nous sommes arrivés à faire parler ces femmes très exposées. C'était nouveau de faire du documentaire radio. Et encore plus sur ce sujet dont on ne parle pas alors que le maquis est dans la vie de tous les ouagalais. Dans notre ancienne façon de faire, on alternait des petites interviews, très courtes, et les commentaires du journaliste. Là nous avons appris à laisser la parole aux femmes interrogées, à raconter leur histoire en prenant le temps des détails pour créer une ambiance. Comme ça, l'auditeur entre dans la vie des personnes. Les clients pensent que ce sont des filles faciles et là nous avons découvert leur vraie vie. On dépasse les clichés de la fille qui est là à la disposition des clients : on apprend à connaître leur histoire, la réalité de leur vraie vie. Certains auditeurs étaient choqués par ce qu'ils entendaient, d'autres appelaient pour savoir comment aider les femmes qui avaient témoigné lors des émissions* ».

M. Abdoul Wahab NOMBRÉ
Journaliste et chef de programme de la Radio municipale de Ouagadougou (RMO), Burkina Faso.

▶ **Faire réagir :** « *Dans la réalisation de ces émissions, nous avons pu saisir des idées très marquées. Certains pensent qu'il faut marier les filles jeunes « si elles ne sont pas tranquilles » et qu'elles risquent d'avoir des relations sexuelles avant le mariage. Le mariage est là pour ne pas subir la honte d'une perte de virginité prénuptiale. Quelqu'un a même dit qu'une fistule était moins grave qu'une grossesse hors mariage car cela ne toucherait que sa fille alors que la grossesse hors mariage affecterait l'honneur de toute la famille. (...) Mais ce qui est intéressant, ce sont les réactions qui sont remontées des « clubs d'écoute » sur les émissions faites avec l'Alliance. Et puis il y a aussi des auditeurs qui appellent pendant la diffusion des émissions pour intervenir alors qu'elles sont souvent en différé. Quoi qu'il en soit, il y a plusieurs émissions que l'on nous demande de rediffuser et rediffuser encore parce qu'elles interpellent énormément. (...) Le 12 octobre 2014, lors de la journée des jeunes filles, une émission a été réalisée en public et en direct avec des membres de clubs d'écoute et des communautés qui ont pu réagir en direct. Il y avait une vingtaine de personnes dans le studio improvisé pour accueillir tous ces participants. Le programme a duré deux heures et demi au lieu de l'heure initialement prévue !* ».

M. Aboubacar MOUNKAILA
Directeur de programme
à Radio jeunesse Goudel à Niamey, Niger.

▶ **Un effet de levier :** « *Outre le transfert de compétences, la formation a permis de produire et de réaliser des émissions qui ont ensuite été diffusées et rediffusées. Cela a créé un véritable effet de levier dans notre travail de plaidoyer sur le plan de développement communal de Mayahi et de Loga. (...) Grâce à l'action avec les radios communautaires, le chef de canton de Loga est devenu un véritable acteur de la défense des jeunes filles. Lors d'une rencontre, il nous a dit que, malgré les formations qu'il avait faites avec l'UNICEF, c'est par les radios qu'il avait compris les questions liées aux mariages précoces ou forcés. Des filles qui se sentaient menacées sont venues le trouver et il a alors convoqué les parents pour annuler les mariages* ».

M. Amadou LAWALI
Chargé de programme plaidoyer
et mobilisation sociale à l'association
Lafia Matassa, Niger.

Informer, interpeller et co-construire pour accélérer le changement des politiques publiques

L'engagement des organisations de la société civile (OSC) est un facteur clé des politiques de développement. Tout d'abord, elles jouent un rôle central dans l'identification des besoins des populations auprès desquelles elles agissent et dont elles relaient le vécu. Ensuite, elles contribuent à bâtir l'agenda du développement en proposant des objectifs aux politiques publiques, en suivant de près leur mise en œuvre et en rendant les gouvernements redevables de leurs engagements. Alliance Droits et Santé intervient sur l'ensemble de ces missions pour que les femmes et les jeunes filles d'Afrique de l'Ouest voient leurs droits reconnus et leurs besoins satisfaits en matière de santé sexuelle et procréative, de planification familiale et plus généralement d'égalité de genre.

Alliance Droits et Santé s'est fixée deux objectifs généraux de plaidoyer qui sont :

- Contribuer à la mise en œuvre des engagements relatifs à la planification familiale dans le cadre du partenariat de Ouagadougou ;
- Contribuer à l'amélioration de la prise en compte des adolescentes dans les politiques publiques et programmes, nationaux ou internationaux.

Ces objectifs généraux ont ensuite été déclinés en objectifs spécifiques pour être mis concrètement en pratique dans chaque pays aux niveaux national et sous-régional.

AGIR POUR OBTENIR DES RÉSULTATS CONCRETS

▸ **Interpeller les gouvernements sur le respect de leurs engagements en matière de planification familiale.** Les membres de l'Alliance ont agi comme des vigies pour que les engagements des gouvernements de la sous-région se transforment en actes concrets pour les femmes et les filles de chaque pays. Par le biais des évènements mobilisateurs, des argumentaires de plaidoyer et des émissions dans les médias, les pouvoirs publics ont été interpellés en faveur de la santé et des droits des femmes dans les pays de l'Alliance.

Par exemple, au Bénin, l'Alliance a œuvré pour que la planification familiale soit prise en compte dans le paquet des services du régime d'assurance maladie universelle (RAMU). Elle a également mené un plaidoyer très actif en faveur du lancement officiel du Plan d'action budgétisé pour le repositionnement de la planification familiale. Pour ce faire, les membres de l'Alliance ont développé leur argumentaire en faveur de la PF à plusieurs reprises : lors de conférences de presse, d'événements mobilisateurs, de débats télévisés mais aussi de rendez-vous individuels avec des décideurs clés.

▸ **Démédicaliser, décentraliser, démocratiser les services de santé reproductive et de planification familiale** (SR/PF) : autant d'engagements pris par les gouvernements parties prenantes du Partenariat de Ouagadougou. Mais comment passer des paroles aux actes ? Pour ce faire, les membres de l'Alliance ont travaillé auprès d'élus locaux (maires et conseillers municipaux) dans des communes préalablement identifiées. Ce plaidoyer a abouti à des engagements écrits sur au moins deux points principaux :

- L'intégration des besoins de santé sexuelle et reproductive ainsi que de planification familiale pour les femmes et les filles dans les plans communaux de développement ;
- L'opérationnalisation de ces engagements par la création de lignes budgétaires afin de juguler les questions récurrentes de mariages précoces, de violences faites aux femmes, mais aussi de droits des femmes et des filles à accéder aux services de planification familiale.

Le partenariat de Ouagadougou et les engagements nationaux pour la planification familiale

Le Partenariat de Ouagadougou vise à accélérer les progrès dans l'utilisation des services de planification familiale au Bénin, au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, en Guinée, au Mali, en Mauritanie, au Niger, au Sénégal et au Togo. Son objectif principal est d'atteindre au moins un million de nouvelles utilisatrices de méthodes de planification familiale dans les neuf pays concernés d'ici 2015. Ce partenariat a été lancé lors de la Conférence régionale sur la population, le développement et la planification familiale tenue à Ouagadougou au Burkina Faso en février 2011 par les 9 gouvernements des pays francophones d'Afrique de l'Ouest et leurs partenaires techniques et financiers.

Le Partenariat de Ouagadougou est basé sur deux principes :
- une meilleure coordination entre les bailleurs de fonds pour optimiser leurs soutiens aux pays ;
- une collaboration et coopération aux niveaux national et régional pour remédier au taux élevés des besoins non satisfaits en matière de planification familiale.

Le groupe clé de partenaires qui soutiennent cette initiative est constitué de l'Agence Française de Développement (AFD), l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID), la Fondation Bill & Melinda Gates, la Fondation William et Flora Hewlett, le Ministère Français des Affaires Etrangères (MAE), le Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA) et l'Organisation Ouest Africaine pour la Santé (OOAS).

▸ **Alerter sur la nécessité de mieux prendre en considération les adolescentes.** Les membres de l'Alliance se sont attachés à convaincre les pouvoirs publics, mais aussi des leaders coutumiers et religieux, de l'enjeu crucial que représente la meilleure prise en compte des droits et des besoins des adolescentes, trop souvent marginalisées dans les politiques publiques. Pour ce faire, il était primordial de donner la parole aux personnes concernées en recueillant des témoignages de vie des adolescentes elles-mêmes. Cette parole a ensuite était transmise aux décideurs grâce à une publication et à un web-documentaire pour qu'ils prennent clairement conscience des réalités et de l'urgence à faire évoluer la situation. Dans chacun des pays, des recherches ont également été conduites pour établir des données chiffrées et fournir des argumentaires diffusés aux décideurs avec des recommandations concrètes.

▸ **Favoriser et nourrir la co-construction des politiques publiques.** Alliance Droits et Santé bénéficie d'un très bon ancrage institutionnel. Chacun de ses membres participe à des espaces de concertation au sein desquels il peut plaider efficacement en faveur de la santé et des droits des femmes et des filles et participer activement à la construction des politiques publiques.

• **Au Bénin :** les OSC membres d'Alliance Droits et Santé font toutes partie de la *Coalition nationale des OSC sur la planification familiale* et l'une d'entre elles (CeRADIS) est membre du *Comité de relance du plan d'action de repositionnement de la planification familiale au Bénin.*

• **Au Burkina Faso :** Equilibres & Populations, l'ASMADE et SOS/Jeunesse & Défis sont membres du *Groupe technique sur la santé sexuelle et reproductive*. L'ASMADE est également membre du *Comité technique de suivi du plan de relance de la planification familiale*, du *Cadre de dialogue et de prise de décisions*, du *Cadre sectoriel de dialogue sur la thématique « promotion et protection sociale »* ainsi que du Conseil économique et social. La Marche mondiale des femmes est membre coordonnateur de la *Coalition nationale contre les violences faites aux femmes*. SOS Jeunesse & Défis est membre de la *Coalition des réseaux et associations de lutte contre le VIH/SIDA et la promotion de la santé*, du *Réseau Africain des jeunes contre le Sida* ainsi que du *Mécanisme de coordination du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme*.

• **Au Niger :** Lafia Matassa et la CONGAFEN sont membres du *Cadre de concertation entre associations de santé* et du *Cadre de concertation des acteurs de la lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles*. Lafia Matassa et la Congafen sont également membres de plusieurs *Comités nationaux (pour la journée des jeunes filles, pour la journée de la femme)* et de la *Coalition des organisations de la société civile nigérienne pour le repositionnement de la planification familiale*. Lafia Matassa est par ailleurs *Point focal nigérien de la société civile pour le partenariat de Ouagadougou*. De son côté, la CONGAFEN est membre du réseau des organisations qui interviennent dans le domaine de l'éducation et représente le Niger dans le réseau des *Coalitions pour les droits et la citoyenneté des femmes en Afrique de l'ouest*.

▸ Les principaux résultats de la mobilisation politique

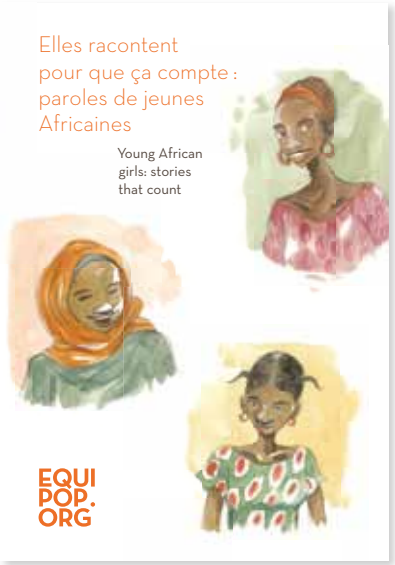
BÉNIN
- Le gouvernement béninois a intégré la question des filles vulnérables dans le plan national d'action de repositionnement de la planification familiale ;
- Le gouvernement a autorisé la gratuité de la planification familiale pour les adolescentes et les jeunes ;
- Le plan d'action de la PF budgétisé a été officiellement lancé en janvier 2015 ;

BURKINA FASO
- 5 conseils communaux se sont engagés à soutenir une action portant sur les filles face à la planification familiale.
- Le ministère de la santé a accepté d'intégrer Alliance Droits et Santé comme membre du Comité technique de suivi du plan planification familiale ;
- La mairie de l'arrondissement 12 de Ouagadougou s'est engagée par écrit pour la prise en compte des jeunes filles en situation de vulnérabilité dans les prochains plans d'action communaux ;
- 50 personnalités et institutions ont signé un acte d'engagement en faveur des jeunes filles.

NIGER
- Le ministère de la santé fait régulièrement appel à l'expertise de l'Alliance ;
- Des parlementaires des régions de Tillabéry, Dosso et Maradi ont contribué à la sensibilisation sur la planification familiale ;
- La commune de Mahahi et celle de Loga ont intégré plusieurs mesures concernant les jeunes filles vulnérables dans leurs plans de développement communaux et plans d'action annuels.

INNOVER POUR ÊTRE PLUS EFFICACES

▸ **Allier mobilisation sociale et mobilisation politique.** Donner ou rapporter la parole des populations pour témoigner de leurs vécus et de leurs besoins est un puissant moyen pour sensibiliser et mettre les leaders en face de leurs responsabilités politiques et les impliquer dans la prise de décision et la mise en œuvre de leurs engagements. Les membres d'Alliance Droits et Santé ont ainsi articulé harmonieusement leurs actions de mobilisation sociale et de mobilisation politique. L'un des exemples les plus marquant a été l'organisation d'événements mobilisateurs en faveur de la santé sexuelle des adolescentes au Bénin, au Burkina-Faso, au Niger mais aussi au Togo et au Mali.[2] Grâce à l'implication de tous les membres de l'Alliance et de leurs principaux partenaires, ces événements ont démontré leur capacité de mobilisation avec plus de 500 invités au total.[3] Ce succès a indéniablement permis de donner une plus grande visibilité à l'Alliance auprès des décideurs politiques et d'exposer ses positions sur le sujet des droits et santé sexuels et reproductifs des jeunes filles, notamment à travers le livre « *Elles racontent pour que ça compte* » sur la situation des jeunes filles et sur les 10 mesures à prendre.



2. Ce Fonds est destiné à accélérer la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD n° 4 et 5) et favorise l'engagement des gouvernements afin que les jeunes filles bénéficient de programmes de santé sexuelle et reproductive de qualité.
3. Équilibres & Populations a aussi accompagné cette initiative auprès d'autres OSC dans deux autres pays : le Mali (avec AMSOPT) et le Togo (avec ARECA).

BÉNIN

• **OSC organisatrices :** CeRADIS, Le BACAR et le Scoutisme Béninois.
• **Date et lieu :** le 14 janvier 2014 à la salle Majestic à Cotonou (quartier de Cadjèhoun).
• **102 invités** dont des officiels de haut niveau comme le directeur de la santé, de la mère et de l'enfant, les ambassadeurs de la France et des Pays Bas au Bénin, la représentante adjointe de l'UNFPA, des responsables religieux, les associations membres de la Coalition nationale OSC/PF ou encore des opérateurs économiques comme la Fondation MTN.
• **71 personnes** ont signé un acte d'engagement en faveur des jeunes filles.

http://alliancedroitsetsante.org/une-soiree-inedite-de-soutien-aux-jeunes-filles-laissees-pour-compte-a-cotonou/

BURKINA FASO

• **OSC organisatrices :** ASMADE, La Marche Mondiale des femmes, SOS Jeunesse & Défis.
• **Date et lieu :** le 6 février 2014 à l'hôtel Azalaï – Indépendance à Ouagadougou.
• **300 invités** dont des personnalités officielles comme la Première Dame, l'ambassadeur de France, les adjoints des représentants de l'UNFPA et de l'UNICEF, des représentants des ministère de la Santé, des Droits de l'Homme et de la promotion civique, des Femmes et de la promotion du genre.
• **64 personnes** ont signé un acte d'engagement en faveur des jeunes filles.

http://alliancedroitsetsante.org/de-hautes-personnalites-sengagent-au-burkina-faso-pour-la-cause-des-jeunes-filles/

NIGER

• **OSC organisatrices :** CONGAFEN, Lafia Matassa, Les scouts du Niger avec la collaboration de leurs partenaires que sont les radios communautaires de Mayahi, Loga et Gourdel
• **Date et lieu :** le 27 juin 2014 à l'Espace Soleils d'Afrique, au village de la Francophonie à Niamey.
• **100 invités** dont des personnalités officielles comme la Ministre en charge de la Population, de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant ainsi que d'autres personnalités politiques, administratives et coutumières, des partenaires techniques et financiers, des acteurs associatifs, des représentants des communautés, des adolescentes et les médias.
• **27 personnes** ont signé un acte d'engagement en faveur des jeunes filles.

http://alliancedroitsetsante.org/decideurs-associations-et-communautes-mobilises-pour-les-jeunes-filles-au-niger/

Pour l'organisation de ces évènements mobilisateurs, les associations-membres d'Alliance Droits et Santé ont souhaité sortir du schéma traditionnel et innover en explorant plusieurs voies pour informer et émouvoir le public sur la situation de vulnérabilité des adolescentes.

▶ **Au Niger,** l'événement mobilisateur « *Ensemble faisons entendre la voix des jeunes filles* » s'est traduit par deux initiatives : d'une part, une exposition de photos avec des témoignages des jeunes filles dont la visite guidée a permis aux invités et aux participants de découvrir et de mieux comprendre les multiples défis auxquels elles font face ; d'autre part, un débat centré sur le thème du mariage précoce. Ce débat a été enregistré pour être diffusé sur les ondes des trois radios communautaires qui sont partenaires d'Alliance Droits et Santé au Niger.

▶ **Au Burkina Faso,** outre les allocutions traditionnelles et la représentation d'une pièce de théâtre (voir l'encadré), les organisateurs ont réalisé une grande affiche de deux mètres cinquante sur deux mètres avec les photos des 14 personnalités invitées, assorties d'un engagement individualisé de leur part en faveur des jeunes filles en situation de vulnérabilité. Par ailleurs, des posters ont été créés avec des pages extraites du livre « *Elles racontent pour que ça compte* ». Avec la soixantaine d'engagements récupérés du public pendant la cérémonie, cela a permis de monter une exposition dont la visite guidée a clôt l'évènement.

▶ **Au Bénin,** des jeunes filles ont déclamé des témoignages portant sur l'identité et la situation des jeunes filles laissées pour compte. Ces textes s'inspiraient du web-documentaire « *Elles racontent pour que ça compte : paroles de jeunes Africaines* » et de l'exposition « *Qui sont les filles laissées pour compte ?* ». Ensuite, Sessimè, artiste béninoise engagée pour la cause des filles adolescentes, a chanté plusieurs morceaux afin d'afficher son soutien à cette cause. Il y eut aussi des présentations audiovisuelles sur les conclusions de l'Atelier Rencontre H4 de novembre 2012 et sur les solutions pour accompagner la prise en compte de la situation des jeunes filles.

Focus sur un débat innovant

Au Niger, les participants au débat radiodiffusé « Ensemble faisons entendre la voix des jeunes filles » venaient de différents horizons : des représentants du ministère de la population, du ministère de la Santé, d'une organisation de la société civile, un directeur d'école, un parent de jeune fille. Le débat a aussi été illustré par des témoignages recueillis par les radios partenaires d'Alliance Droits et Santé auprès de femmes, d'hommes, de jeunes filles mais aussi d'une sage-femme et d'un directeur d'école.

Un premier tour de table a permis de répondre à de nombreuses questions et préoccupations :
• Qu'appelle t-on mariage précoce ? Est-ce une pratique réellement courante au Niger ?
• Comment le mariage précoce affecte-t-il la scolarité des jeunes filles ? Quelles sont les conséquences du mariage précoce sur la santé de la jeune fille ?
• Les mariages dits précoces sont-ils traditionnels dans la culture nigérienne ou assiste-t-on à une augmentation de cette pratique ? Et si oui pourquoi ?

Après avoir écouté le témoignage d'une jeune fille de 14 ans donnée en mariage à son cousin, le second tour de table a traité des enjeux d'éducation pour renverser la tendance.

Suite aux échanges, les invités et le public ont formulé des recommandations pour contribuer à mettre fin aux mariages précoces au Niger et donner un avenir à ces jeunes filles :
• Continuer ce type de débat en langue locale afin d'être mieux compris des communautés : il s'agit de les aider à faire tomber les tabous et de les sensibiliser aux conséquences néfastes du mariage précoce ainsi qu'à l'intérêt de poursuivre la scolarité à son terme ;
• Eviter de se focaliser sur la question de l'âge du mariage, mais insister plutôt sur les conséquences pour les jeunes filles, quel que soit leur âge ;
• Revoir les normes culturelles nigériennes qui font du mariage une affaire de famille alors que c'est aussi une question de société ;
• Encourager la mise en application des droits de l'enfant et des textes relatifs aux violences faites en milieu scolaire qui protègent les filles scolarisées contre le mariage et les grossesses précoces.

Émouvoir pour convaincre et mobiliser

▶ Pouvoir dire : J'ai été l'une des porte-paroles des filles en difficultés et qui tombent enceintes précocement. Nous étions neuf jeunes filles pair-éducatrices à être montées sur la scène. Nous nous sommes mises en rang, face au public. Et puis, chacune à tour de rôle, nous nous sommes avancées pour témoigner. J'étais la deuxième à prendre la parole. Et j'ai dit : « Bonsoir mesdames et messieurs. On m'appelle Gloria. J'ai 15 ans et je vais vous parler. Je suis mariée, mère de deux enfants. Et comme moi, 15 à 50% des jeunes filles des pays en développement deviennent mère avant 18 ans ». C'était la première fois que je parlais en public comme ça. J'ai accepté de témoigner parce qu'il y a beaucoup de filles qui sont en difficulté et il me semblait important de pouvoir dire ce qu'elles vivent, de pouvoir dire ce que je vois et ce que j'entends en tant que pair-éducatrice.

Mlle Gloria FATONTJI,
Pair-éducatrice ayant participé à l'événement mobilisateur organisé à Cotonou, Bénin.

▶ Que faites-vous pour que cela n'arrive pas ? « Après le mot de bienvenue et les allocutions traditionnelles, nous avions organisé une représentation théâtrale intitulée « À qui la faute ? ». Cela raconte l'histoire d'une jeune fille qui a quitté son village parce que ses parents l'ont déscolarisée pour la marier de force. Elle se réfugie alors chez son oncle, en ville, à Ouaga, en pensant trouver le soutien qu'il faut pour poursuivre sa scolarité. Mais finalement, elle est convertie en fille domestique et abusée sexuellement par son oncle qui lui avait fait croire qu'elle retournerait à l'école. De son côté, sa tante fait d'elle une vendeuse ambulante d'eau glacée, après son travail de domestique. Comme elle doit vendre toute son eau si elle ne veut pas se faire bastonner en rentrant, elle est contrainte d'accepter les propositions que font certains hommes d'acheter toute son eau contre l'usage de son corps. Après quelque temps, elle finit par se retrouver enceinte sans savoir de qui et se retrouve à la rue. La pièce se termine quand elle quitte la scène et en demandant à voix haute à l'assemblée : « A qui la faute ? Et vous, que faites-vous pour que cela n'arrive pas à d'autres jeunes filles ? ». Dans la salle, on sentait l'émotion. J'ai vu des gens verser des larmes. Et il y a eu des questions adressées à la Première Dame qui a fait son allocution à la suite de la représentation. L'équipe a rapidement récupéré plus de soixante engagements que nous nous sommes dépêchés d'installer avec la grande affiche et les posters avant que la visite guidée de l'exposition ne commence. Cela pourrait être une idée de leur demander, un an après, ce que deviennent leurs promesses. »

Mme Caroline TAPSOBA
Chargé de plaidoyer à l'ONG ASMADE, Burkina Faso.

APPRENDRE POUR S'AMÉLIORER CONSTAMMENT

▸ **Créer une réelle communauté de pratique en matière de plaidoyer.** Les stratégies de plaidoyer les plus efficaces se fondent sur des savoirs et exploitent les leçons tirées des expériences passées. La mise en place d'un système de gestion des connaissances en matière de plaidoyer pourrait faciliter l'expertise d'Alliance Droits et Santé : cet outil permettrait de capitaliser sur le site internet de l'Alliance les bonnes pratiques et les innovations de chaque membre de l'Alliance. Ceci dit, la connaissance ne saurait se transmettre exclusivement par l'écrit : l'échange d'expériences entre pairs, l'analyse collective des pratiques, le transfert de compétences par des praticiens aguerris, les mises en situation jouent un rôle clé dans l'acquisition des connaissances et la professionnalisation. Il est donc essentiel de pouvoir consacrer du temps et des moyens à ces pratiques, en face à face ou par voie électronique.

▸ **Associer plus étroitement les jeunes, et en particulier les adolescentes.** La pertinence et l'efficacité du plaidoyer exigent d'intégrer les personnes concernées dans les actions menées et d'encourager leur participation active à la défense de leurs propres droits. Alliance Droits et Santé souhaite donc impliquer davantage les jeunes dans ses activités afin de renforcer leur dignité, d'apporter des solutions plus adaptées à leurs besoins, de leur faciliter l'appropriation des solutions à mettre au point. Mais cette approche nécessite de s'appuyer sur des actions d'information et de formation des jeunes pour éviter tout risque d'instrumentalisation.

▸ **Tisser des partenariats avec d'autres parties-prenantes.** En particulier, l'Alliance pourrait nourrir ses argumentaires de plaidoyer en développant des liens plus forts avec les chercheurs. L'Alliance pourrait alors jouer un vrai rôle dans la valorisation des recherches menées sur son champ de compétences. Par ailleurs, des partenariats stratégiques pourraient être utilement conclus avec d'autres alliances et réseaux agissant sur des terrains connexes en Afrique de l'Ouest.

TÉMOIGNER EN DONNANT LA PAROLE AUX PARTIES PRENANTES

▶ **Des drames personnels et un vrai problème de santé publique :** « *Les conséquences médicales (obstétricales pour la mère et de prématurité pour l'enfant) font considérer les grossesses chez les adolescentes comme étant à hauts risques. Dans le cas des grossesses non désirées, les plus fréquentes malheureusement, les conséquences sociales sont souvent telles que la situation devient dramatique pour l'adolescente et pour sa famille : suicides, avortements provoqués, abandon d'enfants ou infanticide pour échapper au poids de ces conséquences.* »

Dr Isabelle BICABA
Discours de la directrice de la santé de la mère et de l'enfant au Ministère de la santé Bukinabè, lors de l'événement mobilisateur organisé à Ouagadougou.

▶ **Aider à faire savoir :** « *Je ne peux que me réjouir que des financements français, les fonds MUSKOKA multilatéraux, permettent de mettre en avant la situation difficile voire trop souvent dramatique des jeunes filles et de mobiliser la société béninoise sur ce thème essentiel. En Afrique subsaharienne, toutes les études révèlent une situation inquiétante. Non seulement les parents donnent moins accès à l'éducation des jeunes filles, mais elles subissent toutes formes de violence, morales, physiques et sexuelles.* »

Mme Aline KUSTER-MENAGER
Discours de l'ambassadrice de France au Bénin lors de l'événement mobilisateur à Cotonou.

▶ **Écoutons nos filles !** « *Dans notre pays, environ 75% des jeunes filles sont mariées précocement dans des régions comme Maradi, Zinder ou Tillabéry. 75% c'est beaucoup : si vous prenez 10 jeunes filles, cela représente 7 ou voire 8 d'entre elles qui sont mariées avant d'être adulte. Ces chiffres sont très parlants et nous interpellent tous. Nombreuses sont les filles arrachées très tôt à la lumière de l'enfance, à la découverte du monde magique des chiffres et des lettres et livrées au monde obscur du mariage précoce. Et ces filles, nos filles vivent la plupart du temps cette situation misérable en silence. Le débat que nous organisons aujourd'hui a pour but de leur donner la parole pour qu'elles nous disent ce qu'elles vivent à travers les décisions que nous, adultes, nous prenons, à leur place, sans les associer. Même s'il est vrai que nous pensons la plupart du temps à leur bien : savons-nous réellement ce à quoi nous les condamnons pour la vie ?* »

Animateur du débat
« *Ensemble faisons entendre la voix des jeunes filles* », lors de l'événement mobilisateur organisé à Niamey, Niger

▶ **Alliance Droits et Santé : un rôle de vigie.** « *Je pense que les mobilisations d'Alliance Droits et Santé ont beaucoup contribué à susciter l'engagement du gouvernement pour la relance effective du plan de positionnement de la planification familiale au Bénin. Cela a amené le gouvernement à se focaliser sur ce sujet ; sans cela, son attention était détournée par d'autres priorités, notamment la fièvre du virus Ebola.* »

Dr. Conrad DEGUENON
Chef de service de planification familiale et santé des adolescents, membre du comité de relance du plan de planification familiale, Ministère de la Santé de la Mère et de l'Enfant (DSME), Bénin.

▸ Les témoignages ont servi de preuve aux discours. « *Alliance Droits et Santé fait de bonnes choses. Le fait de donner l'information sur la vulnérabilité des filles domestiques est très noble. En effet, sans la bonne information au bon moment, on n'a aucune orientation pour prendre de bonnes décisions en faveur de cette cible fragile. Et le choix de cette population est pertinent : leur vulnérabilité est une réalité au Burkina Faso. Mais cette question n'est pas suffisamment abordée dans les différents discours et actions de développement. C'est ce qui a motivé notre choix de contribuer à l'organisation de la mobilisation sociale dans l'arrondissement. Nous avons épaulé l'Alliance pour mobiliser la population et contribuer au succès de cette journée de sensibilisation. Les témoignages des pair-éducatrices et surtout des filles de ménage sur les traitements qu'elles subissent ont servi de preuve aux discours. Et Alliance Droits et Santé a su influencer la première autorité de l'arrondissement à adhérer et à s'engager dans la défense des droits des filles. Madame la maire a manifesté sa volonté en signant un engagement écrit pour prendre en compte les questions de la vulnérabilité des filles dans les actions. Ce qui est sûr, il y aura des effets. J'invite l'Alliance à poursuivre cette initiative. Il faudrait multiplier les séances de sensibilisation et en faire le suivi pour que cela ne reste pas une action ponctuelle. Cela crée la confiance avec les partenaires et aide à la prise en compte des messages transmis pour changer les comportements. L'Alliance pourrait aussi se doter de matériel audiovisuel pour filmer ces séances d'information et de sensibilisation et les diffuser.* »

M. Aly ROAMBA
Secrétaire Général de la Mairie du 12e arrondissement de Ouagadougou, Burkina Faso.

▸ Reconnaître les avancées mais aussi appeler au respect et à la mise en œuvre des engagements publics. « *Lors de la journée internationale de la femme, le 8 mars dernier, nos trois associations ont organisé une conférence de presse, en présence de représentants de différents ministères. Chaque représentant d'Alliance Droits et Santé au Bénin a pu prendre la parole pour s'exprimer et faire le point sur les questions des droits des femmes et des jeunes filles, 20 ans après la conférence de 1994. Cela a permis de mesurer la production législative sur les questions de genre, de planification familiale, de santé sexuelle et reproductive. Mais c'est sur les décrets d'application, la promotion des textes et leur mise en œuvre que l'Alliance a attiré l'attention.* »

M. Nourou ADJBADE
Directeur exécutif de CERADIS, Bénin.

Fiche méthodologique de cette étude de capitalisation

Une mission d'évaluation-capitalisation vise à obtenir une vision la plus large possible des effets induits par le projet, des perceptions qu'il suscite, des enseignements qui en sont tirés et des pistes d'améliorations envisagées. La qualité de ce travail repose en grande partie sur le dispositif d'information, qu'il s'agisse du choix des sources ou des modalités pratiques de recueil et d'analyse.

Rappel des objectifs de l'évaluation-capitalisation après 21 mois de mise en œuvre du projet :

▶ Evaluer les effets des actions menées et les dynamiques de changement induites par Alliance Droits et Santé et chacun de ses membres ;
▶ Recueillir les perceptions des différentes parties-prenantes de l'intérêt de l'Alliance au regard de l'amélioration du statut et des conditions de vie des femmes en Afrique de l'Ouest ;
▶ Tirer les enseignements de l'intervention en ressortant les forces et les faiblesses des stratégies mises en place ;
▶ Proposer des recommandations pratiques pour permettre la pérennité des acquis et définir les actions futures dans les pays au regard de l'évolution de l'environnement.

Les sources d'information

▶ Une revue documentaire des principales productions en amont, au cours et en fin du projet (cf. encadré page suivante).

▶ Des rencontres avec les parties prenantes :
- Trois ateliers d'échange entre les membres de l'Alliance (un par pays : Bénin, Burkina Faso et Niger) afin de dresser un panorama global des dynamiques collectives locales, que ce soit au sein ou entre les trois associations membres d'Alliance Droits et Santé dans chaque pays.
- Des entretiens complémentaires pour approfondir les « bonnes pratiques » ou au contraire les difficultés rencontrées dans le cadre de la mise en œuvre des trois axes du projet. Ils visent aussi à faciliter l'expression individuelle des acteurs peu enclins à s'exprimer en groupe ou à se comparer aux autres associations.
- Des entretiens avec des parties prenantes-clés (partenaires, personnes-cibles des interventions, décideurs publics, etc.) en contrepoint des exemples mis en lumière lors des ateliers d'échange et des entretiens complémentaires.
- Des entretiens avec les membres d'Équilibres & Populations en charge de la mise en œuvre du projet sur chacun des objectifs.

Liste des documents analysés

▶ Fiche de projet « *Pérenniser l'engagement de la société civile en faveur de la santé de la procréation /planification familiale en Afrique sub-saharienne francophone* » (2012).
▶ La fiche de méthodologie de suivi du projet (2013).
▶ Les rapports des deux ateliers régionaux d'Alliance Droits et Santé (juillet 2013 & 2014).
▶ Les rapports finaux des 9 OSC membres au Bénin, au Burkina Faso et au Niger (2014).
▶ Les rapports finaux des chargés d'appui technique (2014) :
- Le rapport final de RAES sur le renforcement des capacités des organismes membres de l'Alliance et des radios communautaires ;
- Le rapport final du chargé de projet à Équilibres & Populations sur la mobilisation politique
- Le rapport de la chargée de l'accompagnement organisationnel à Équilibres & Populations sur le diagnostic organisationnel.
- Le rapport final de la chargée de l'informatique à Équilibres & Populations sur l'audit numérique.

▶ Les rapports spécifiques des 9 OSC membres au Bénin, au Burkina Faso et au Niger :
- Les mémos nationaux sur la mobilisation sociale avec les radios communautaires ;
- Les rapports nationaux sur l'événement mobilisateur ;
- Les rapports de chaque OSC sur le diagnostic organisationnel.

▶ 3 émissions produites par la radio municipale de Ouagadougou (RMO) sur la communication parents-enfants, sur la vulnérabilité de la brigade verte et sur les serveuses de bar.
▶ La charte graphique, la plaquette de présentation et le site internet d'Alliance Droits et Santé : *http://alliancedroitsetsante.org*
▶ Les tutoriels de formation aux outils numériques et de communication.

Annexes complètes

Le présent document fait l'objet d'annexes complètes présentant :
▶ **Annexe 1 :** La fiche méthodologique détaillée ;
▶ **Annexe 2 :** Les comptes-rendus des 3 ateliers nationaux ;
▶ **Annexe 3 :** Les comptes-rendus des entretiens individuels avec des membres d'Alliance Droits et Santé ;
▶ **Annexe 4 :** Les comptes-rendus des entretiens individuels avec des partenaires d'Alliance Droits et Santé ;
▶ **Annexe 5 :** Les comptes-rendus des entretiens individuels avec Équipop et RAES.

Crédits
Coordination générale :
Aurélie Gal-Régniez
Rédaction :
Olivier Maurel avec la contribution
d'Aurélie Gal-Régniez, Caroline Traoré
et Nathalie Perrotin
Secrétariat de rédaction :
Aurélie Rosado
Secrétariat d'édition :
Nathalie Perrotin

Création : Jean-Luc Gehres
www.welcomedesign.fr
Impression :
Simon Graphic, Ornans
Ce document est imprimé
sur du papier certifié.

En partenariat avec les membres

- ASMADE
- CeRADIS
- CONGAFEN
- Equilibres & Populations
- Lafia Matassa
- Le BACAR
- Marche Mondiale des Femmes / Action Nationale du Burkina Faso
- RAES
- Scoutisme Béninois
- Scouts du Niger
- SOS/Jeunesse & Défis